

tribune

PSU

socialiste



**contrôler
aujourd'hui
pour décider
demain**

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro : François
BARBET - Luc BIHL - Michel CA-
MOUIS - François CLAIRE - Pierre
JIRA - René LANARCHE - Michèle LE-
GENDRE - Thierry MORUS - Dominique
NORES - Michel ROCARD - Lucien
SAINTONGE.

Directeur de la publication : Guy DE-
GORCE.

Rédaction, Administration : 9, rue
Borromée, PARIS (15^e) - 566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Tirage de ce numéro : 25.000 ex.

● Calendrier politique

● 14 décembre, à Trappes, Salle
des Fêtes, rue Carnot à 20 h 45.
Michel Rocard et François Soulage :
« Contrôler aujourd'hui pour déci-
der demain. »

● 16 décembre, à Saint-Germain-
en-Laye, Salle des Arts, rue de la
République à 21 heures. « Le
R.E.R. = Réseau d'Extension de la
Rentabilité », réunion publique sur
le problème des transports, de la
section de Saint-Germain.

Région parisienne CONFÉRENCE RÉGIONALE ENTREPRISE SAMEDI 16 DECEMBRE DE 10 H A 19 H

9, rue Borromée, Paris 15^e

Ordre du jour :

- Réorganisation du secteur
- Travail prioritaire (bran-
ches et entreprises)
- Désignation d'une Com-
mission Régionale Entre-
prise.

Sont invités les groupes et sec-
tions d'entreprise, les camara-
des isolés et les responsables
Entreprises des sections locales.

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

1 an (52 numéros) 50 F 6 mois (26 numéros) 30 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 87 F

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN, vous recevrez le livre « Des
militants du P.S.U. », présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abon-
nés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires
du journal.

7 JOURS DANS T.S.

■ Un journal à Paris, un congrès à
Toulouse. Difficile de joindre les deux
bouts. Et comme les rédacteurs sont
aussi — et d'abord — des militants,
forcément, il était à Toulouse. Il a
fallu galoper. Enfin, on espère que ce
numéro, vous ne le trouverez pas trop
mauvais, que vous ne l'aurez pas trop
en retard.

■ Le congrès, encore le congrès, tou-
jours le congrès... J'en vois déjà qui
disent : ça commence à bien faire. Si
nous avons jugé nécessaire de consac-
rer la « une », l'édito et deux pages
de compte rendu au VIII^e congrès du
PSU, ce n'est pas seulement parce que
« TS » est l'hebdomadaire de ce parti
: c'est aussi pour montrer que ce
congrès n'est pas un instant formel
dans la vie d'une organisation comme
la nôtre. Les textes votés ne vont
pas dormir dans les tiroirs une fois
votés. Et la volonté qui a présidé à
leur rédaction inspirera, pour les deux
ans à venir, l'action des militants du
PSU, de ceux qui se reconnaissent dans
les combats du socialisme autoges-
tionnaire, dans toutes ces luttes dans
les entreprises et les campagnes, à
l'école et à la ville, internationales et
culturelles dont « TS » se fait l'écho
chaque semaine.

■ Cela dit, on n'a quand même pas
voulu vous infliger tous les textes,
motions et amendements, votés par le
congrès. Le journal entier n'y aurait
pas suffi ! Gérard Féran explique dans
son éditorial en quoi le congrès et
le manifeste qui y a été adopté font
entrer le PSU dans une nouvelle phase
de son développement. Bernard Lan-
glois (p. 4) ne se contente pas de
raconter le congrès, il explique les
principaux points du débat. Enfin, nous
reproduisons la déclaration finale de
Michel Rocard et la première liste
des candidats aux élections législati-
ves investis par la Commission de la
Direction Politique Nationale.

■ Congrès. Il n'y a pas que nous qui
faisons des congrès. La semaine der-
nière, c'était celui de la Ligue commu-
niste, cette semaine, c'est celui du
PCF qu'analysera notre prochain nu-
méro. Lucien Saintonge a cru retrou-
ver dans les débats de la Ligue com-
muniste ce que, précisément, il y a
six mois, la Ligue reprochait au PSU
(p. 6).

■ En politique, on écrit beaucoup ces
temps-ci. Georges Séguy vient de pu-
blier le « Mai de la CGT » : Jacques
Ferlus rend compte, en page 7, de la
manière dont le secrétaire général de
la CGT fait voler les événements de
Mai au secours du Programme com-
mun. Côté majorité, Aranda, Ponia-
towski, Modiano se font hommes de
lettres à leur tour : une façon comme
une autre de se placer sur un terrain
politique, qui, au fur et à mesure que
les élections approchent, ressemble de
plus en plus à un western à l'italienne
(p. 6) — et les phrases méchantes
coulent comme de l'hémoglobine.

Toujours dans le domaine de l'édi-
tion, la presse bourgeoise refait façade
: Paris-Match inaugure sa nouvelle
formule. Mais si l'on ravale la vitrine,
le contenu ne change guère (p. 6).

■ Dossier international. Nous reve-
nons sur le voyage de Pompidou en
Afrique dans un dossier approfondi
de René Lanarache en pages 8-9, qui
explique les mésaventures de la poli-
tique africaine de Pompidou et les
mécanismes de la prétendue coopéra-
tion. Nous achevons la publication de
l'interview de Ken Fleet, de l'Institut
pour le Contrôle Ouvrier, (p. 10-11),
qui parle cette semaine de la montée
de la gauche socialiste dans les syn-
dicats et le parti travailliste britanni-
que. Nous restons dans les Iles Britan-
niques pour montrer, avec Pierre Ji-
ra, comment la Sainte-Alliance des ré-
gimes du Nord et du Sud s'emploie à
empêcher une réunification du pays
dans une perspective révolutionnaire.

■ Front des luttes. Voir congrès. Si
les comptes rendus de luttes sont un
peu moins importants cette semaine,
c'est que les militants étaient pour la

plupart au congrès ; trois points es-
sentiels toutefois, sur la grève des
banques, la poursuite de la grève
chez Berliet et l'affaire Wander.

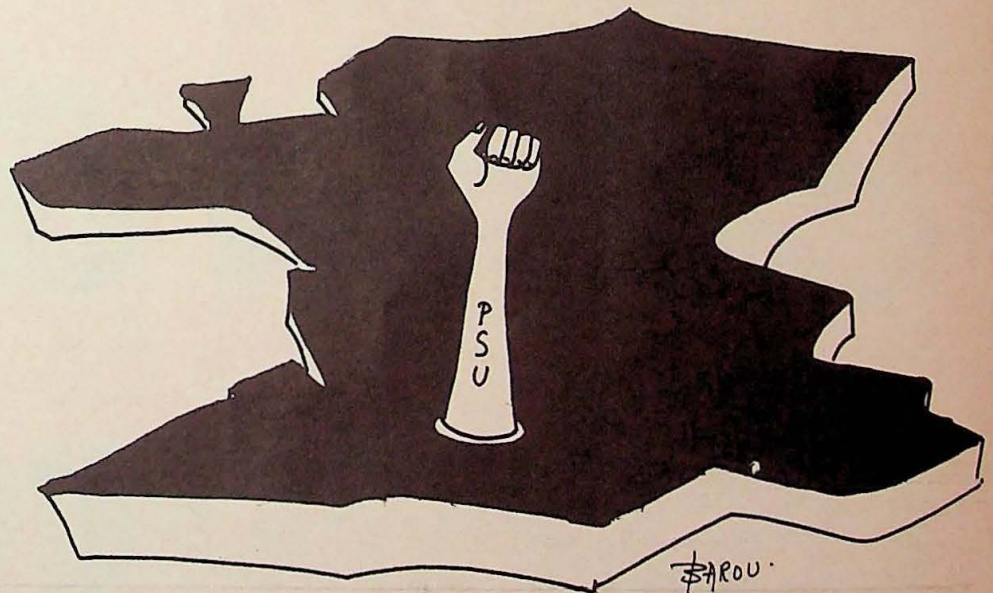
Maintenant que le congrès est fini,
camarades, reprenez vos plumes !

■ Avortement : on y revient encore.
Mais non, ce n'est pas qu'on manque
de sujets ! Vous conviendrez toutefois
que le problème est de taille, et qu'il
ne concerne pas seulement les fem-
mes, ni même telle catégorie de fem-
mes. Le type de débat qui s'instaure
avec la « tribune libre » de Michèle
Legendre (p. 16) nous paraît corres-
pondre à une des fonctions essentiell-
es d'un journal comme « TS » : cela
ne signifie pas que nous souhaitons
désormais être submergés d'articles
hebdomadaires sur l'avortement et la
contraception, mais nous voulons lan-
cer des débats qui vont au fond des
choses, par-delà la polémique.

Dans le compte rendu de Family Life
(p. 15), film anglais récent dont il faut
regretter la diffusion limitée, Thierry
Morus tente de rattacher la probléma-
tique du film à celle que le manifeste
a commencé d'aborder autour du
« droit à la différence ». Parce que
les critiques cinématographiques sont
bien envisagées en termes de « luttes
culturelles » et non pas seulement de
« conseils pour passer une soirée »...

■ Voilà. Au lendemain du congrès,
« TS » continue, après avoir recueilli
encouragements et critiques, avec des
structures plus souples pour un travail
plus efficace. Mais ça c'est nous qui
le disons. La réponse, c'est vous qui
la donnerez, en vendant « TS », en
le développant.

Jacques Gallus ■



- Toulouse -

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande
à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
9, RUE BORROMÉE, PARIS-15^e

Un PSU sans complexe

VOICI donc adopté à une très large majorité par le 8^e Congrès du PSU un Manifeste qui servira de support à notre action et à notre orientation pour les deux années à venir. Avec ce Manifeste, ne craignons pas de le dire, le PSU vient de rentrer dans une période nouvelle de son histoire. D'abord parce que ce texte adopté représente l'un des apports les plus riches produits jusqu'ici par ce Parti. Loin d'être exclusivement un texte théorique sur la société de transition au socialisme, il présente au contraire une liaison entre trois éléments également importants. Une stratégie : la construction d'une force socialiste autogestionnaire et la réalisation de l'unité populaire. Un projet : le socialisme autogestionnaire. Un axe central qui articule nos combats d'aujourd'hui avec ce projet : le contrôle des travailleurs et le contrôle populaire, résumé dans ce mot d'ordre qui sert de titre au Manifeste : « Contrôler aujourd'hui, pour décider demain. »

Sortir des vieux rêves

Sans doute, certains nous avaient-ils dit à l'intérieur, comme à l'extérieur du PSU : « Vous êtes encore en retard d'une guerre. Vous organisez un Congrès doctrinal au moment où les échéances politiques à court terme sont déterminantes. » Et il est vrai que le PSU a eu au cours de son histoire la détestable habitude de faire des programmes au moment où il fallait élaborer une stratégie et une tactique, et d'esquiver par contre l'élaboration d'un projet socialiste au profit de débats stratégiques dans des périodes où il aurait fallu faire l'inverse. Aucun d'entre nous ne se risquerait à prétendre que nous avons complètement rompu avec ce genre de comportement ! Ce parti avec ses qualités et ses défauts, nous savons bien en effet que nous ne le changerons pas du jour au lendemain. Mais l'essentiel est qu'une dynamique nouvelle soit enclenchée. Ceux qui liront ce Manifeste verront assez que pour nous l'Autogestion n'est pas cette vague utopie, cette inspiration sympathique, mais sans support politique à laquelle on voudrait la réduire.

Si nous avons voulu au contraire préciser nettement le rôle de la planification et du pouvoir central, si nous avons voulu montrer, notamment sur les problèmes liés à la démocratie directe et à la révocabilité des délégués, qu'il nous fallait sortir de vieux rêves, c'est précisément parce que nous n'avons nulle intention de renouer avec le socialisme utopique. Et c'est bien pourquoi un ap-

profondissement des relations entre conseils de travailleurs et pouvoir d'Etat a été décidé par le Parti.

Ce socialisme autogestionnaire, qui pourra prétendre également sérieusement après avoir lu nos textes, qu'il nous dispense d'une stratégie de prise du pouvoir et de destruction des appareils politiques, idéologiques et répressifs qui sont aujourd'hui ceux de l'Etat. Nous avons affirmé le contraire. Il faudra à nos censeurs une bonne dose de mauvaise foi ou de myopie politique pour continuer à nous faire ce genre de procès.

Comment ne pas voir aussi que cet axe politique de l'autogestion n'est pas intemporel. Il nous donne à l'évidence des armes pour aujourd'hui. Il nous permet, à l'occasion d'une bataille qui s'annonce décisive contre le régime, de montrer qu'il existe en France à gauche, un pôle de masse distinct de celui représenté par le Parti communiste. Et cette démonstration commence à se faire curieusement au moment où certains groupes révolutionnaires qui n'avaient cessé de nous fustiger n'ont d'autre choix que d'être, sans autre projet politique, les mouches du coche du Programme commun ou de courir au suicide politique en choisissant de prendre pour adversaire principal non la bourgeoisie mais le Parti communiste.

Une signification historique

Ce manifeste, enfin, a, pour nous, PSU, une signification historique précise. Pour la première fois, en effet, nous nous définissons d'abord par rapport à nous-mêmes, et non par notre négation d'autres forces. Ce Parti a connu jusqu'ici deux grandes étapes de sa courte histoire, toutes deux caractérisées par cette difficulté à s'affirmer par lui-même. D'abord, né du double refus d'une SFIO totalement compromise avec la bourgeoisie sur le plan intérieur comme dans la guerre d'Algérie, et d'un Parti communiste autoritaire et de moins en moins combatif, il n'a pu trouver son unité que par la négation des erreurs des autres. Mai 68, ensuite, a trouvé le PSU encore trop faible pour être capable de jouer pleinement son rôle. Renouvelant profondément ses adhérents et ses bases sociales, il s'est trouvé pourtant impuissant à offrir réellement à ses militants une stratégie et un projet politique. Dès lors, toutes les conditions étaient réunies pour que le PSU cède aux pressions d'un gauchisme qui croyait trouver dans le retour à des schémas théoriques figés, qu'ils soient maoïstes ou léninistes, les recettes du combat politique pour

aujourd'hui. Dans cette oscillation permanente provoquée notamment par tous ceux qui n'avaient d'autre projet que de raccrocher le PSU à l'un ou l'autre des pôles du gauchisme, nous avons, il est vrai, failli disparaître. Le Congrès de Toulouse, le Manifeste adopté viennent non seulement de mettre fin à cette période, mais aussi, en donnant au PSU une colonne vertébrale, de lui donner la force nécessaire pour exister sans complexes au côté des autres organisations du mouvement ouvrier. Il ne s'agit pas, bien sûr, de nous cacher à nous-mêmes notre extrême faiblesse organisationnelle. Mais un corps a besoin d'un squelette pour se développer.

Un combat commun

Nous l'avons désormais, et c'est déjà un pas en avant capital. C'est pourquoi nous pouvons maintenant entreprendre sérieusement de nous tourner vers l'extérieur et non prioritairement vers nous-mêmes. Car un Parti qui a confiance en lui est un Parti qui peut agir, renforcer son intervention dans les luttes, former réellement ses militants et ses sympathisants. C'est un parti, aussi, qui peut enfin reprendre des initiatives en direction des autres forces, de gauche, et d'extrême-gauche, sans être constamment terrorisé à la pensée de devenir l'otage des uns ou des autres. C'est bien pourquoi nous pouvons dire aujourd'hui sereinement et fortement que nous ne nous laisserons pas éliminer dans la bataille politique qui sera celle des prochains mois. Nous ferons tout, en affirmant de façon autonome notre politique, pour que l'autogestion et le contrôle des travailleurs ne puissent être évacués par les autres forces socialistes. Et, dans le même temps, précisément parce que nous sommes forts de notre projet et de notre stratégie, nous montrerons par nos propositions notre volonté de faire du combat contre le capitalisme et le régime, en particulier à l'occasion des futures élections, un combat commun du mouvement ouvrier. Ceux qui pensent nous éliminer en laissant croire qu'il n'existe pas de salut à gauche en dehors du Programme commun, tout comme ceux qui voudraient que nous tombions dans le piège de la division des forces socialistes, devront déchanter. Le socialisme autogestionnaire trouvera, nous le croyons, les moyens suffisants pour constituer, dans les années qui viennent, une force politique puissante. Nous n'en serons pas, bien sûr, les seuls artisans. Mais on peut compter sur le PSU pour être un élément déterminant de sa construction.

Gérard FERAN



Bons baisers de Toulouse

LE MORIBOND

« Contrôler aujourd'hui pour décider demain. » En adoptant, à la très forte majorité de 84 %, le texte de manifeste présenté sous ce titre, le VIII^e Congrès du PSU en a fait la loi du Parti. Mieux encore peut-être : au-delà de divergences théoriques, au-delà des batailles d'amendements ou des empoignades de tribune, le Congrès de Toulouse a consacré la volonté commune de tous les militants du PSU de se battre et de travailler ensemble, dans l'unité, à l'avènement d'une société réconciliant le socialisme avec la liberté. Ce n'est pas si mal, pour un parti politique que l'on disait moribond.

UN Congrès, c'est long, c'est fatigant, éprouvant pour tous ceux qui le vivent. Et, de retour à Paris après la dernière épreuve du train de nuit, les nerfs encore tendus et l'envie de dormir sur les épaules, c'est d'abord aux camarades de « Midi-Pyrénées » que nous pensons. Eux qui ont porté, avec le service d'ordre, tout le poids d'une organisation matérielle efficace, solide, alliée pour tout ce qui concernait l'accueil des délé-

gués, les services rendus, les problèmes de logement, de transport, de repas, etc., à une inusable bonne humeur. C'est important l'intendance, pour le bon déroulement d'un débat politique de cette dimension (quelque quatre cents congressistes). Et ce n'est pas seulement pour la forme que fut votée unanimement la motion de félicitation et de remerciement aux organisateurs. Le PSU divisé, anémié, laminé par les

départs plus ou moins fracassants de quelques-uns : c'est l'image que l'on a tenté de donner de ce parti depuis deux ans, avec une complaisance qui n'était sans doute pas dénuée d'intentions politiques.

Et s'il est vrai que nous avons perdu, en cours de route, un nombre relativement important de camarades, ce n'est pas ceux qui ont fait le plus de bruit qui nous aurons le plus manqué : nous regretterons surtout tous ces militants, plus connus sur le front des luttes que dans les états-majors et les salles de rédaction parisiennes, qui sont partis parce qu'on a essayé de leur faire croire « qu'il n'y avait plus rien à faire » dans ce parti.

D'autres, le plus grand nombre, sont restés. Et ce sont ceux-là qui ont patiemment, solidement reconstruit un parti avec lequel nous entendons bien qu'il va falloir compter, et de plus en plus.

L'unité, concrétisée dans les votes massifs de Toulouse, n'est pas, nous l'avons dit, exempte de divergences théoriques. La principale, autour de

laquelle s'est noué le débat en commissions, porte sur la nature de l'Etat de transition au socialisme, et plus précisément sur les rapports — dans le cadre autogestionnaire — entre les pouvoirs des conseils et le pouvoir central. Cette divergence est importante et il n'est pas question de la passer sous la table. C'est pourquoi, sur ce point, le Congrès a refusé de trancher, préférant que le débat soit largement repris en charge par l'ensemble du parti.

Il n'en reste pas moins que le manifeste, tel qu'il est, existe, et que le Parti dispose là d'une arme, perfectible, certes, mais réelle. Dans le cadre même du Congrès, un certain nombre d'amendements ont été votés, qui contribuent déjà à son amélioration.

Nous savons bien qu'il comporte encore des faiblesses sur tel ou tel point particulier et que l'effort théorique, le travail de réflexion et d'élaboration ne s'achèvent pas avec les dernières notes d'une « Internationale » de fin de congrès.

Mais nous savons aussi que le projet, clairement dessiné, d'une société so-

Le sens du manifeste

Le PSU par l'adoption de son manifeste ouvre donc une perspective fondamentale : celle du socialisme autogestionnaire. Par là même lançons un débat au sein même du mouvement ouvrier socialiste.

L'autogestion loin d'être pour nous une vague utopie constitue au contraire l'axe politique autour duquel se construira la société socialiste.

Elle représente dès maintenant le projet d'un grand nombre de travailleurs qui y voient le prolongement de leur combat actuel pour le contrôle ouvrier et le contrôle populaire.

Les forces qui se battent pour le socialisme autogestionnaire sont, il est vrai, encore trop faibles. Notre tâche au PSU, est précisément de leur donner une puissance politique capable de mettre en œuvre des objectifs et une stratégie qui permettent aux travailleurs d'assurer leur propre pouvoir.

Ce combat cependant n'a de sens que s'il s'inscrit clairement dans la perspective du renversement du capitalisme et de la bourgeoisie qui actuellement en assure le pouvoir politique. Il est clair à cet égard que le congrès du PSU se situe dans une conjoncture politique importante. Nous devons, en effet, accroître les contradictions du régime de

façon à créer les conditions de son renversement et l'ouverture d'une réelle transition au socialisme.

C'est bien pourquoi cette lutte requiert aujourd'hui l'unité la plus large et la plus combative de toutes les forces composant le mouvement ouvrier.

La nécessité d'un combat commun

Le socialisme autogestionnaire représente pour le PSU la perspective la plus capable de remettre réellement en cause les conditions d'exploitation et de domination entretenues par le système capitaliste.

Cependant, et nous le réaffirmons aujourd'hui avec force, comme nous l'avons déjà plusieurs fois indiqué, nos désaccords profonds avec la stratégie et les objectifs qui sont ceux du Parti communiste et du Parti socialiste ne remettent en aucun cas en cause la nécessité d'un combat commun contre le capitalisme et le régime actuel.

C'est bien pourquoi le PSU, s'il entend affirmer la présence d'une force révolutionnaire sur la base de l'autogestion, y compris au ni-

veau électoral, prendra toutes les mesures pour que soit gagnée la bataille contre le pouvoir actuel.

Le sens de ses candidatures montrera clairement qu'une perspective nouvelle est ouverte capable de montrer qu'une force révolutionnaire autogestionnaire est aujourd'hui en train de se constituer. Mais cette présentation s'accompagnera notamment au second tour des élections de la volonté unitaire la plus large que nous avons déjà plusieurs fois affirmée.

Aussi, le PSU a-t-il fait à l'ensemble des forces de gauche et d'extrême-gauche des propositions unitaires aussi bien pour faire face à un durcissement du régime que pour montrer par la pratique du désistement de classe la nécessité de l'unité populaire contre le régime.

Nous réaffirmons aujourd'hui solennellement ces propositions. Nous pensons nécessaire que l'ensemble des forces socialistes comprennent que les désaccords réels qui les traversent ne doivent pas servir de support aux manœuvres du pouvoir. Tel est l'esprit dans lequel le PSU entame aujourd'hui un combat pour donner au socialisme autogestionnaire toute sa force et tout son sens.

Michel ROCARD ■

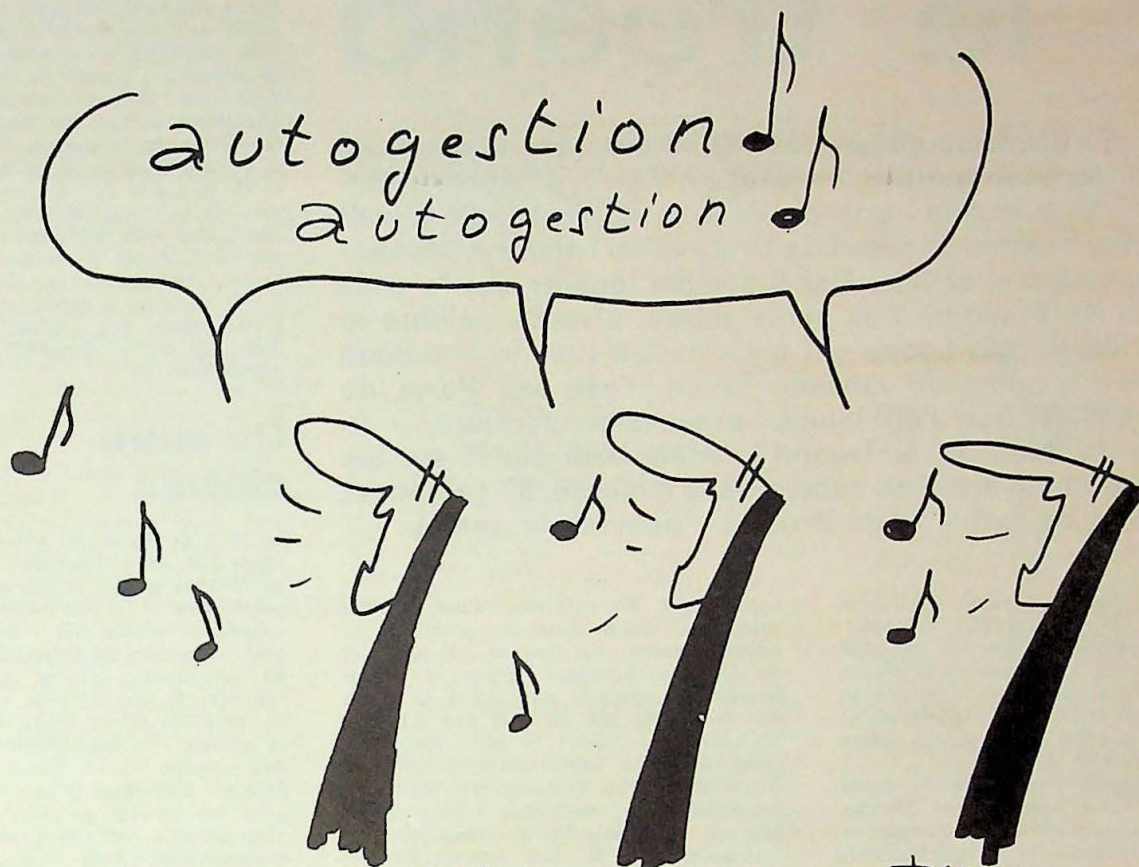
VOUS SALUE BIEN !

8^e congrès
toulouse

cialiste autogestionnaire qui rompt résolument avec la tradition du socialisme bureaucratique, et qui explique comment ; d'une société qui donne réellement le pouvoir aux travailleurs, à tous les travailleurs, sans pour autant priver les hommes et les femmes qui la composent de leurs droits et de leur liberté : nous savons que ce projet-là peut être réellement mobilisateur, qu'il correspond au souhait, à la volonté d'une écrasante majorité des travailleurs de ce pays, qu'il sera la grande affaire, le pôle d'attraction, l'axe central où s'organiseront pour la lutte, dans les années à venir, tous ceux qui veulent le renversement de la société capitaliste et de la bourgeoisie, tout en refusant de voir leur victoire confisquée par une bureaucratie étouffante.

Toulouse, Congrès de l'unité retrouvée et de la volonté de se battre pour imposer dès aujourd'hui le contrôle des travailleurs dans la perspective de la prise du pouvoir. Le PSU, moribond, vous salue bien !

Bernard LANGLOIS ■



toulouse capitale du bel canto.



Collombert

Les 110 premiers candidats

Aisne-4, J. DWORNIK. Alpes-M.-5, P. BERNARD. Ardennes-2, C. PREVOST. Aude-2, DUBEAU. Charente-2, J. DESMOULINS. Charente-M.-4, Malou CHARBONNIER. Cher-1, R. ROBERT. Corrèze-1, P. PORTE. Corrèze-3, M. KELLERMANN. Côte-d'Or-2, BORDEUX. Côte-d'Or-4, BLAISE. Côte-du-N.-1, Y. LE FOLL. Côtes-du-N.-5, J. JOSSELINE. Dordogne-2, L. OTTOGALI. Doubs-1, R. PIAGÉT. Doubs-2, MINAZZI G. Drôme-2, R. DELEGLISE. Eure-2, P. GUEVILLE. Eure-3, PH. WARGNY. Eure-4, P. BOUDEAU. Eure-et-Loir-2, STENFORT. Hte-Garonne-1, ACH. AUBAN. Hte-Garonne-3, A. BENETEAU. Hte-Garonne-6, C. TITOS. Jura-1, J. PETIARD. Loir-et-Cher-1, J. LEFRESNE. Loire-1, H. BOUCHARDEAU. Loire-2, A. GARNIER. Loire-3, M. VILLEGAS. Loiret-1, M. DE LAFOURNIERE. Loiret-2, M. REGGUI. Loiret-3, PH. MADRE. Lot-2, LOMPUECH. Hte-Marne-1, P. RONDOT. Hte-Marne-2, M.

MARCHAND. M.-et-M.-1, F. BORELLA. M.-et-M.-3, M.C. VAYSSADE. Meuse-1, J. DEMAILLY. Moselle-1, AUBRION. Moselle-6, J. GUERARD. Nièvre-2, R. PICO. Orne-1, POLLET. Puy-de-Dôme-2, J. EHRARD. Htes-Pyrénées-1, J. DUBARRY. Rhône-1, H. SOUBEYRAND. 2, H. MAZOYER, 4, COSTE CHAREYRE ; 5, B. FANJ-AT ; 6, Irène FOULTIER ; 10, ROCATTI ; 11, C. COLIN. Rhône-12, HUISSOUD. Rhône-11, C. COLIN. Pyr.-Orientales-2, Maguy GILLET. Sarthe-1, J. LEROYER. Savoie-3, BERARD. Hte-Savoie-2, G. CONSTANTIN. Seine-Mar-1, Odette CAHIER. Seine-Mar-2, M. CANAPLE. Seine-Mar-3, P. BOURGUIGNON. Seine-Mar-4, DUVAL. Seine-Mar-5, P. ROUSSEL. Seine-Mar-6, P. REGUER. Seine-Mar-7, J. DEFRESNE. Seine-Mar-9, J. GONDONNEAU. Deux-Sèvres-2, J.M. CHARPENTIER. Tarn-2, A. CROSTE. Vendée-1, J.F. MORINEAU. Vendée-2, J. MALLET.

Paris-5, Louis JOUVE ; 7, Lucienne DIDNER-SERGENT ; 9, J. BAUMGARTEN ; 10, J. COURAULT ; 11, Geneviève PETIOT ; 13, P. GRIMAL ; 14, C. BOURDET ; 15, R. CHAPUIS ; 20, J.M. DEMALDENT ; 26, Geneviève PLAGNE ; 27, C. CIMERMAN ; 28, ANDRIEUX, 29, CHESNEL ; 30, G. PHILIPPON ; 31, M. MOUSEL. Hts-de-Seine-1, M. TOMBOLATO ; 2, J.C. CHAMBLAIN ; 5, D. PIGOT ; 6, S. MALLET ; 12, J. Le Garrec. Seine-St-Denis-2, G. PALLIER ; 5, Forte ; 6, L. GOLDBERG ; 7, POULPARD. Val-de-Marne-5, ESTEVE. Essonne-2, J.F. VALLIN ; 4, G. SUD. Seine-et-Marne-1, J.J. BERNARD ; 2, H. LETTY. Val-d'Oise-1, G. LE GUELTE ; 3, BRACQ ; 4, J.C. HUBI ; 5, D. HUG. Yvelines-1, LEGARS ; 3, B. VOLOKINE ; 4, M. ROCARD ; 5, B. GRANDJEAN ; 6, DENNEVILLE ; 8, F. SOULAGE.

Le bon la brute et le truand

LE secrétaire général des CDR avait cru trouver une formule qui ferait mouche : Fabre, Marchais, Mitterrand à la Porte de Versailles, avait-il dit, c'était un peu comme « le Bon, la Brute et le Truand ». M. Lancien vise mal et bas. Car il semble ignorer que le morceau de bravoure qui, entre autres, a rendu célèbre le film de Sergio Leone est un « duel à trois » — unique dans l'histoire du cinéma. Et ce n'est pas Porte de Versailles que l'on jouait, la semaine dernière, « le Bon, la Brute et le Truand ». Mais bien plutôt sur les plaines couvertes de cactus de la majorité. Ils se battent à coup de livres, et de livres qui peuvent faire mal.

LE premier livre est celui de Gabriel Aranda, l'Etat piégé (1). Ce collaborateur d'Albin Chalandon qui s'est mis un beau jour à « balancer » à la presse les interventions scandaleuses dont il avait eu à connaître n'a rien du Saint-Michel qu'on a voulu décrire. A le lire, il a même l'air plutôt marrant, Aranda. Il a mis le gouvernement sur les dents pendant une bonne semaine, les députés serraient les fesses en se demandant ce qu'il allait encore sortir, et le voilà qui s'affiche, page après page, profondément régitiste. D'origine très modeste, ancien pâtissier comme Jacques Duclos, il a grimpé dans l'échelle sociale en y passant ses nuits : « Tel est le lot de l'ouvrier qui ne tient pas à le rester. » Autodidacte, fils du peuple, il est amené à côtoyer chaque jour les puissants, le pouvoir, les dirigeants de la politique et des affaires que l'idéologie dominante lui a appris à respecter. Il y découvre la corruption, la boue, la vérole. Haut fonctionnaire par promotion sociale, il respecte un Etat qu'on lui a dit être neutre, défenseur de l'intérêt général contre les intérêts particuliers, l'incarnation du bien public. Il y patauge dans la boue, il s'y mêle à une « mafia ». Pourtant, quand celui par qui sont arrivés les scandales veut expliquer son geste, il réaffirme bien haut qu'il n'a agi que dans le seul intérêt de l'Etat. « Heureusement, l'Etat est intègre », dit-il ici. « L'Etat est aujourd'hui intègre, la démocratie est majeure, l'information est libre », répète-t-il ailleurs. Que n'écoute-t-il mieux son patron Chalandon, — que pourtant il cite —, quand celui-ci confesse : « Pour réussir dans ce système politique, il faut être un laquais ou un valet », ou quand il affirme ailleurs que « le vrai pouvoir, le seul pouvoir, le pouvoir qui compte, c'est l'argent ! C'est l'argent qui commande. Il n'y a que l'argent... » Banquier avant d'être ministre, Albin Chalandon ne dit pas là n'importe quoi. Curieux personnage, cet Aranda tel qu'il se brosse. Lui dont les dossiers ont contribué à accentuer la dégringolade de la majorité dit avoir choisi Le Canard Enchaîné pour y publier ses dossiers car son « apolitisme » était pour lui une qualité essentielle. Parfois Aranda prend des poses : il se dépeint, semant dans son

appartement en prévision d'une perquisition des fausses pistes sur lesquelles la police s'élance tête baissée... Il se montre ironique, bucolique, poète, il calembourde à la manière du Canard, et glisse des incidences qui ne sont pas dénuées d'intérêt ni de sens : « Mao, dieu descendu sur terre, soleil levant, consolation, espoir des gueux. On peut rire. Mais que leur reste-t-il à ces gueux ? Mao est le seul qui ait su leur dire : « Vous êtes des hommes, (...) je vous apporte l'espoir et la dignité, le droit de vivre debout. »

Certes, Gabriel Aranda est tout, sauf maoïste, mais il n'est pas non plus le naïf et l'illuminé qu'on a voulu nous faire croire. C'est fort lucidement, cruellement parfois, qu'il analyse le système des interventions : Tomasini, député de l'Eure, intervient d'Aubagne à Bordeaux, de Mulhouse à Toulon. Et les attachés de cabinet peuvent ironiser : « Tiens, pas de lettre de Toto, aujourd'hui ? Il a la grippe ? »...

Gabriel Aranda est le symbole vivant de la crise de la haute administration qui témoigne des profondes lézardes de l'appareil d'Etat. Au moment où les divers clans de la bourgeoisie au pouvoir s'entredéchirent, jetant bas les masques aux cris de « Enrichissons-nous », ils perdent la consi-

dération et l'appui de ceux qui ont appris à se considérer comme les serviteurs de l'Etat. Crise de la magistrature, de la police, de l'armée, remous à l'E.N.A. : ils ne veulent plus de ce cinéma qui a remplacé « Le Bon, la Brute et le Truand » par « Et pour quelques dollars de plus... »

Le personnage de Michel Poniatowski est moins attachant, moins étonnant, sans doute parce qu'il est moins sincère. Une anecdote intéressante, toutefois, au milieu de la galerie des grands ancêtres qu'il évoque dans son livre Cartes sur table, paru également la semaine dernière (2) : au lendemain de la guerre, il avait participé à la séquestration du directeur de l'ENA et du directeur des études dans les classes, jusqu'à satisfaction des revendications. Une telle séquestration rendrait aujourd'hui Michel Poniatowski passible de la loi anticasseurs que la majorité dont il est membre, a votée ; ou au moins de l'intervention des vigiles. Mais les lois n'ont pas d'effet rétroactif. Et puis, il y a prescription.

Un autre cinéma

Le livre de Ponia est sûrement plus politique que celui d'Aranda ; mais au sens où Malraux parlait un jour de la « politique politicienne ». Porte-parole de ce qu'il appelle la famille des « modérés de progrès » au sein de la majorité, il y défend un libéralisme effreiné qui va jusqu'à répondre à une question sur les groupes de pression (c'est Ponia qui avait lancé la formule « la République des copains et des coquins ») en disant : « Les fédérations d'intérêts privés se présentent sous les formes les plus variées — qu'il s'agisse des industriels, des agriculteurs ou des syndicalistes — et utilisent les méthodes les plus diverses, qui vont de l'influence personnelle à l'action publique : barrages sur les routes, grèves, etc. » Dans le même sac, les grévistes et les trafiquants d'influence, les monopolistes et les prolétaires ! Moyennant quoi, il se fait l'apôtre d'un « socialisme libéral »... Ben, mon prince !

Comment croire à la sincérité du secrétaire général des Républicains Indépendants quand il dénonce les écoutes téléphoniques, les sévices policiers — « autre violation du droit des gens » —, les polices privées, et quand on sait que tout cela est du ressort de son collègue Marcellin, ministre de l'Intérieur, député Républicain Indépendant ! L'intérêt du livre de Poniatowski est ailleurs. Dans les portraits acerbes qu'il fait

de Debré ou de l'UDR en général, — ce ne sont pas des « libéraux », eux ! —, il faut voir un autre aspect de la lutte de clans de la bourgeoisie : la Nation ne s'y trompe pas qui commente le livre de Ponia en disant qu'il est « l'œuvre d'un caractèreiel ». A coups de plume vachards, on joue à Chicago sur les terrains vagues de la majorité. Mais on nous fera difficilement prendre, malgré son caractère de battant, son passé de para et de baroudeur, le prince Michel Poniatowski pour l'un des incorruptibles. « Cartes sur table » : hum, joueriez-vous au poker avec cet homme là ?

Modiano, c'est autre chose. Une plume simple et acérée ; de l'élan et un certain usage de la rhétorique. Son livre devrait être mis entre les mains de tous ceux qui s'apprentent à voter UDR. Ce cheveu-léger du gaullisme, candidat pour la première fois en 68 à la suite du 30 mai, « pour de Gaulle », fait le bilan de quelques années d'un premier mandat parlementaire. Désabusé, qu'il est : « que c'est beau, et grand, et généreux, d'être un représentant du peuple. » Assistante sociale dans son arrondissement de Paris, sans aucun pouvoir d'intervention en dehors des caciques et des apparatchiki de l'UDR, il confesse : « Au mieux l'UDR grogne, fanfaronne. On entend dans les couloirs des serments de résistance, des promesses de refus de vote. La plupart du temps, il suffit alors que quelques bonnes paroles dites par les « serre-files », les Jacquet, les Chirac, et tout rentre dans l'ordre ; je veux dire que l'UDR s'agenouille. » Faut-il d'autres commentaires quand ces lignes, mais il en est d'aussi salées, sont signées : Henri Modiano, député de Paris ?

Voilà où en sont les classes dirigeantes, voilà quelles attaques fusent contre l'expression politique dominante de la bourgeoisie, contre l'UDR ! L'administration, qui vend la mèche, parce qu'elle fait semblant de croire à ce qu'on lui a appris ; les députés sortis du rang qui se rebiffent et refusent de continuer à jouer les faire-valoir ; les alliés qui placent les ultimes banderilles. Mais ces mêmes alliés, ces députés ou ces administrateurs qui pourraient les servir, sont capables d'offrir une solution de rechange, de mettre un autre masque, de jouer un rôle différent le temps d'un autre cinéma. D'où l'urgence qu'il y a, pour les révolutionnaires, à offrir un projet politique cohérent, porteur des aspirations et des espoirs du socialisme. Et si après, on demande à Sergio Leone d'en faire un film, pour fournir des formules à M. Lancien, ça pourra s'appeler : « Il était une fois la révolution »...

JEAN-FRANÇOIS MERLE ■

(1) Gabriel Aranda, l'Etat piégé, Ed. Stock, 312 p., 25 F.
(2) Michel Poniatowski, Cartes sur table, Ed. Fayard, 250 p., 20 F.
(3) Henri Modiano, Lettre ouverte aux gaullistes trahis, Albin Michel, 189 p.
(Commandes à la Librairie de « TS ».)



ARANDA, PONIATOWSKI ET MODIANO Le pâtissier, le prince et le député

Il est plus tard que tu ne penses !

LE 3^e CONGRES DE LA LIGUE COMMUNISTE s'est achevé samedi dernier par le vote d'une résolution concernant son attitude aux prochaines élections. La tendance majoritaire du comité central préconisant « un vote de classe » et un désistement systématique au second tour en faveur des candidats de l'union de la gauche l'a finalement emporté. Cette motion s'opposait à celle, présentée par les minoritaires du comité central, qui n'envisageait un désistement qu'au profit des candidats communistes, le P.S. étant à leurs yeux un parti exclusivement « bourgeois ». Outre cette résolution, la Ligue a consacré une partie importante de son Congrès à « la tactique de construction du Parti révolutionnaire ». Là encore Alain Krivine l'a emporté contre ceux qui propo-

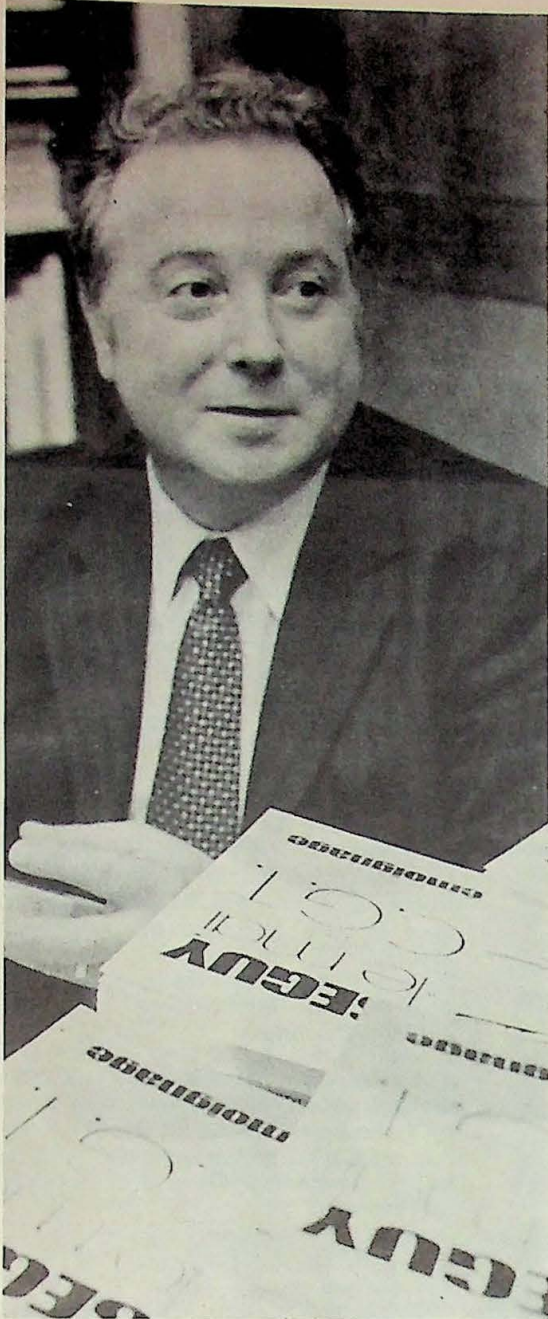
saient une réorientation globale de la pratique de la Ligue s'opposant notamment à son « activisme » et à sa propagande « devant les masses et non dans les masses ». La Ligue n'en a pas moins décidé une adaptation de sa politique antérieure qualifiée de « dialectique des secteurs d'intervention ». Cette réadaptation provenait en particulier de l'échec rencontré par cette organisation dans sa volonté de conquérir un certain nombre de cadres ouvriers du P.C. Au total ce congrès permet de trouver « a posteriori » quelque peu amusante l'attitude constante de la Ligue à l'égard d'un P.S.U. accusé de réformisme pour avoir il y a plus de six mois indiqué que la bataille politique, y compris électorale, serait une bataille de classe, que cela impliquait un désistement

réciroque de tous les candidats anticapitalistes, et qu'en aucun cas les désaccords au sein du mouvement ouvrier ne devaient conduire les révolutionnaires à se tromper d'adversaire. Pour avoir attendu indéfiniment avant de se rendre à l'évidence, la Ligue se trouve aujourd'hui au pied du mur. Sans réel projet politique, elle ne peut, comme l'a fait Alain Krivine dans une interview que tenir un discours parfaitement incompréhensible pour les travailleurs : à la fois « catégoriquement opposée au Programme Commun » elle se trouve pourtant conduite à reconnaître que l'union de la gauche paraît aujourd'hui la seule alternative possible pour les travailleurs. Mais faute d'un projet clair et d'une stratégie qui le fonde elle se trouve réduite, ô ironie, au rôle de mou-

che du coche qui devait être, paraît-il, celui du P.S.U. Dernier point enfin : après avoir refusé dédaigneusement notre proposition d'une bataille commune des révolutionnaires aux élections, la Ligue présentait un projet de front uni avec les organisations trotskystes. L'A.J.S. vient aujourd'hui d'affirmer son désaccord avec cette perspective. Il est ainsi démontré une nouvelle fois que ni une stratégie, ni une force révolutionnaire ne pourront se construire sur la seule base de courants idéologiques. Après avoir failli tomber dans ce piège le P.S.U. a, pour sa part, clairement choisi une autre voie. Tout montre aujourd'hui que nous avons toutes les raisons de nous en féliciter.

Lucien SAINTONGE ■

mai 68 au secours du programme commun



GEORGES SEGUY
Passer pour un héros

GEORGES SEGUY pour la presse bourgeoise c'est, entre autres choses, l'homme des petites phrases... Et, c'est bien connu, en ajoutant des petites phrases les unes aux autres, ça fini par faire un livre (1).

Dans « Le Mai de la C.G.T. » c'est paradoxalement Georges Pompidou qui la prononce la petite phrase. Vous la connaissez : « Je préfère être simple fonctionnaire d'un gouvernement communiste que Premier ministre d'une France dominée par les Américains ». C'est beau, mais ça ne vaut quand même pas 20 F. Car pour ce qui est du reste... Bof !

Bien sûr, si vous avez l'esprit ancien combattant des barricades, vous pourrez ouvrir une discussion à la lecture de chaque paragraphe... Mais c'est un débat inutile. Georges Seguy ne parle pas des mêmes choses que vous.

Il ne vous donne pas son point de vue, mais il vous explique la C.G.T. en Mai, telle qu'elle veut être comprise. Lorsqu'on vous a affirmé que cette confédération est celle qui jouit de la plus grande confiance des travailleurs, qu'elle le sait, que cela lui implique des tâches et des responsabilités précises, alors tout devient logique : la critique du gauchisme, les errements du mouvement étudiant, les erreurs de la C.F.D.T., la justesse du P.C.F., les faiblesses de la F.G.D.S., la conduite de la grève et des négociations.

La démonstration de Seguy est brillante. Il parvient à vous faire avaler qu'une organisation véritablement révolutionnaire (la C.G.T.), contrôlant une grève comme on n'en avait jamais vu, imposant au pouvoir de se battre sur le terrain des travailleurs, peut quand même dire que la situation n'a jamais été révolutionnaire. Il faut le faire.

Zorro et d'Artagnan

Ce livre a pour premier objectif de renforcer l'image de la puissance de la C.G.T. Et Georges Seguy choisit de la faire ressembler à quelque chose qui tient à la fois de Zorro et de d'Artagnan. Par un dimanche pluvieux amusez-vous à comparer ce livre à ce que dit André Barjonet de la même période (2). Et vous vous apercevrez qu'il n'est pas si simple de passer pour un héros. Mais vous n'êtes pas dupes. Ce n'est pas pour contribuer à l'histoire que la C.G.T. parle de Mai quatre ans après. Entre nous, on n'utilisera jamais le bouquin de Seguy dans les écoles, même lorsque l'histoire ouvrière sera au programme.

Sous la plume du Secrétaire général, au fil des pages, revient comme un refrain une petite phrase (celle-ci est la vraie) : « Ah ! si les partis de gauche avaient pu s'entendre ! » Et voilà. « Le Mai de la C.G.T. »

est avant tout un hymne à la gloire du programme commun. Pourquoi pas.

La question se pose alors : qui donc veut convaincre Georges Seguy ? Les travailleurs ? Allons donc ! Ainsi que me le disaient les quelques cas que j'interrogeais : « La C.G.T., on n'a pas besoin de livre pour la connaître. On la voit dans la boîte. » Et c'était un compliment. On ne se souvient plus que très vaguement chez les travailleurs de ce qui a été obtenu en Mai 68 : « On a été augmenté... Mais depuis... On demandait le S.M.I.C. à 600 F... Maintenant on demande 1000... ». S'ils lisaient ce livre, les travailleurs pourraient se rendre compte de la manière dont les syndicats ont lâché les plus importantes revendications de la classe ouvrière à cette époque... Ils pourraient également se rendre compte que leur aspiration à des changements profonds a été dévoyée, et comment elle continue à être dévoyée par le programme commun.

Si Georges Seguy publie son livre, c'est qu'il pense que les travailleurs feront le même raisonnement que lui. C'est possible, mais ce serait grave... Car cela montrerait que les révolutionnaires n'ont pas fait complètement leur travail.

Jacques FERLUS. ■

(1) Le Mai de la CGT. Georges Seguy. Julliard, collection Témoignages. 20 F.
(2) La CGT. André Barjonet. Seuil. Collection politique.

en feuilletant PARIS-MATCH...

AVEC 900.000 exemplaires par semaine, Paris-Match, bien qu'en perte de vitesse, reste un des plus gros hebdomadaires français.

Il sort cette semaine avec une « nouvelle » formule. En la présentant il s'éclame : « Vous trouverez dans ce numéro une liberté de choix et de ton qui n'est pas faite pour choquer mais pour qu'on regarde en face les problèmes de l'époque. Nous avons fait de notre mieux. Nous attendons votre jugement avec confiance. »

Notre jugement le voici : Paris-Match est un journal fasciste.

Pas besoin pour le démontrer de lire entre les lignes ni de solliciter les mots. Il suffit de feuilletter le numéro : tout est significatif du rôle que joue une certaine presse dont Paris-Match fait partie.

En couverture, Sophia Loren qui à 38 ans « lutte pour être mère une deuxième fois ». Assurément, c'est l'événement le plus important de la semaine.

Mais ici nous ne sommes encore que dans le domaine de la bêtise.

Les choses se gâtent avec l'article sur l'inflation. On présente d'un côté l'indice des prix de l'INSEE et de l'autre celui de la CGT. Seul commentaire de Paris-Match : l'indice officiel est fondé sur 160.000 relevés de prix par mois, celui de la CGT sur 15.000 relevés seulement. Autrement dit, l'indice syndical n'est pas sérieux ; mais, pas un mot pour dire qu'il a pour ambition d'évaluer la répercussion des prix sur le budget des travailleurs alors que l'indice officiel ne tient pas compte des différences de dépenses entre les classes sociales.

On tourne la page. Dossier suivant : les businessmen du nu. Un article sur Playboy et ses concurrents. Pas une

ligne sur la conception de la femme que véhicule ce genre de magazines. Au contraire la légende de la première photo montrant une fille candidate à Playboy, donne le ton : « Si Hefner (le patron) dit oui, elle aura peut-être la carrière de Marilyn Monroë qui débuta en posant pour Playboy ».

Puis quelques pages de brouilles avec l'inévitable Brigitte Bardot racontée par l'inévitable Jean Cau. Et enfin, la perle du numéro, son dossier central : les Indiens d'Amazonie par Raymond Cartier.

Le plus scandaleux

Egal à lui-même, Cartier illustre par son article une des fonctions majeures d'un journal fasciste : justifier la violence capitaliste par des considérations générales sur le progrès économique. Et ici, il s'agit de violence au sens direct du terme.

Première photo, magnifique, un visage d'Indien. Légende : « Aux Indiens Camayuras de la haute Amazone, la route et ses camions apporteront la civilisation moderne ». Quelle civilisation ? Quel modernisme ? Et la civilisation indienne, qu'en dit l'article ? Rien. Pour R. Cartier, il n'existe qu'une civilisation, celle de l'Occident. La route transamazonienne ne va donc pas détruire un des plus précieux et un des derniers témoignages vivants d'une civilisation pré-industrielle, elle va faire avancer « la » civilisation. Cette élimination d'une frange d'humanité est un désastre irréparable. Cartier justifie ce génocide : « Cinq cent mille colons vont pouvoir tenter leur chance » ; en conclusion, il livre même le fond de sa doctrine : « L'un des griefs faits à l'entreprise amazonienne est l'impor-

tance des concessions accordées aux grandes affaires privées. La thèse est d'une démagogie élémentaire. Le socialisme est capable, à la rigueur, d'administrer la richesse constituée, mais la baguette magique qui en fait jaillir les sources est la libre entreprise avec l'acceptation du risque pour la poursuite du profit. Des excès inévitables, sont corrigés plus tard. »

Le plus scandaleux de l'article est dans ce qu'il ne dit pas. Il ne dit pas que la libre entreprise dans le cas de l'Amazonie entraîne la disparition d'une civilisation ; il ne dit pas que le socialisme n'aurait jamais permis qu'une destruction aussi grave et irréparable soit commise. Cartier parle de la croissance

brésilienne. Oui, mais au bénéfice de qui ? Cartier connaît parfaitement la misère effroyable du peuple brésilien ; il sait ce qui se passe dans les prisons du régime militaire. Mais il n'en parle pas. Au contraire, il cherche à convaincre que la route amazonienne est une avancée du progrès, au profit de tous.

Le combat de la presse libre

On tourne la page. Gros titre : « Ces Danois moyens ont dit non au sexe ».

On s'attend à trouver le résultat d'un sondage sur le sujet. Pas du tout. Le nombre de ces Danois moyens s'élève au chiffre fantastique de 3. Deux parents et leur petite fille. Les parents ont retiré leur fille de l'école publique parce qu'on y enseigne l'éducation sexuelle et l'ont mise dans une école privée. Ainsi, « à l'école où elle ira, Karen ne verra pas les planches anatomiques représentant en coupe le corps de l'homme et de la femme. Elle n'apprendra pas la manière d'utiliser les préservatifs et les diaphragmes... »

On pourrait tourner les pages encore longtemps. Inutile, tout est là : bêtise, érotisme de la femme-objet et refus borné de l'éducation sexuelle, apologie forme un produit très bien défini : le a de plus destructeur. L'ensemble un journal fasciste. Toutes les semaines de la violence capitaliste dans ce qu'elles il se trouve près d'un million de paisibles pères et mères de famille pour l'acheter et sans doute le double pour le lire.

La presse libre se bat actuellement contre le trust Hachette et TS a apporté tout son soutien au Point édité par Politique-Hebdo. En dénonçant aujourd'hui la prose déversée par un journal qui n'appartient pas au groupe Hachette, TS a voulu montrer combien la force de frappe idéologique de l'adversaire est étendue dans le domaine de la presse écrite, et, par suite, combien la lutte pour une presse libre est importante.

Jacques GALLUS ■



RAYMOND CARTIER
La Corrèze avant le Zambèze

La fausse sortie de Pompidou

L'Afrique à la « Une », ces derniers jours : une fois n'est pas coutume. Parce qu'à l'occasion du dernier safari de Pompidou en Haute-Volta et au Togo se sont manifestés contre toute attente le malaise, les aigreurs, voire la grogne de roitelets africains, jusqu'ici vassaux fidèles et principaux bénéficiaires d'une décolonisation qu'on croyait la mieux réussie du monde... Le malaise, en fait, ne date pas d'aujourd'hui. Et ses causes sont diverses. Le néo-colonialisme français, pour conserver ses positions avantageuses, va devoir sans doute procéder à quelques aménagements, et faire quelques concessions. Un replâtrage qui masquera les lézardes, sans pour autant réparer durablement un édifice condamné à terme.

C'EST d'abord le « toast de Lomé », pendant lequel le président togolais, le Général Eyadema, a l'inélégance de demander justice pour le franc C.F.A. Et puis, trois jours après, la Mauritanie annonce sa décision de battre monnaie. Enfin le Dahomey, que Pompidou n'a pas cru décent de visiter après le coup d'Etat encore chaud du Commandant Kerekou, réclame à son tour la révision de ses relations monétaires avec la France.

A dire vrai, les signes de mécontentement, la volonté de changement dans les rapports franco-africains se succédaient depuis quelques mois. L'OC-AMM (Organisation Commune Africaine, Malgache et Mauricienne), qui rassemble les pays les plus modérés de la zone d'influence française, divisée par l'affaire biafraise et la question du « dialogue » avec l'Afrique du Sud, bat de l'aile depuis le retrait du Zaïre et du Congo.

Par ailleurs, depuis le début de l'année, le Niger, la Mauritanie, Madagascar, le Cameroun, en termes plus ou moins vifs ont déjà demandé la révision des accords de coopération qui les lient à Paris.

Que se passe-t-il donc dans la « demeure du père », au sein de la grande famille francophone ? Et d'abord, de quoi ne s'agit-il pas ?

Nous sommes loin encore de la rupture décisive, de la coupure brutale du cordon ombilical. Ni même de la remise en cause radicale de l'exploitation économique de l'ex-métropole.

Encore moins, de l'avènement des Etats-Unis d'Afrique, rêvés par N'Krumah ou Cheik Anta Diop, faisant front commun contre la domination de l'occident.

Non. Il s'agit bien plutôt, après douze ans d'indépendance formelle, d'une certaine prise de conscience de l'injustice « énorme » et de la désuétude de rapports imposés par un néo-colonialisme archaïque et routinier ; il s'agit aussi de l'inquiétude mêlée d'agacement de marionnettes qui voient leur sort trop dépendant de celui de la classe actuellement au pouvoir en France.

Ces regimbements, ces inquiétudes ne sont pas sans fondement à l'heure de la « grande Europe » sous hégémonie allemande, après le ralliement de la Grande-Bretagne et, par son biais, du Commonwealth. Les bénéfices qu'on pouvait espérer de rapports privilégiés entre Paris et ses anciennes colo-

nies apparaissent de moins en moins évidents. Déjà l'obligation d'aligner tous les prix à l'intérieur de la C.E.E. a entraîné la disparition de presque tous les avantages consentis naguère aux pays africains sur le marché français. Par ailleurs, le désengagement maintenant proche de la puissance américaine au Vietnam semble promettre de sa part un regain d'intérêt immédiatement plus rentable pour ces régions que la France considère encore aujourd'hui comme ses chasses gardées.

Comme à Madagascar ?

Les maladresses de la diplomatie française dans les instances internationales, soutenant ouvertement les régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie ainsi que le colonialisme portugais, n'ont pas été sans mortifier profondément les partenaires africains.

Jugeant le texte trop « politique », la France s'est abstenue à la Commission des Droits de l'Homme en avril 1971, sur des résolutions condamnant l'apartheid, le colonialisme, le racisme et les ventes d'armes à Pretoria (dont elle est un des principaux fournisseurs). De même, en janvier 1972, lors de la réunion du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. qui s'est tenue à Addis-Abeba, la France a été le seul pays à s'abstenir lors du vote des quatre résolutions contre l'apartheid, le régime de Salisbury, le colonialisme portugais, enfin la mainmise de l'Afrique du Sud sur la Namibie. Ces bévues, considérées comme offensantes, ne seront pas vite oubliées.

D'autre part, les Etats francophones d'Afrique noire se lassent d'avoir à subir trop directement, à l'intérieur de leurs frontières, le contrecoup des difficultés du gouvernement français. Aussi bien sur le plan monétaire (évaluation) que sur le plan économique (logique de l'aide « liée », protectionnisme), et sur les plans idéologiques et politiques. Mai 68 n'est pas resté sans écho sur le continent africain parmi les jeunes, à Dakar notamment.

De même, on suit avec perplexité dans les palais présidentiels les sondages rapportés par la presse française, à la veille des législatives...

Enfin, on médite anxieusement les événements de Mai 1972 survenus à Madagascar. Car ce sont avant tout la

docilité de Tsiranana et l'alignement de sa politique sur celle de la France qui ont causé la perte du « père de la Nation »... Aujourd'hui, en Afrique, on en est à guetter les signes avant-coureurs de la crise.

Comme à Madagascar, et bien qu'à des degrés divers selon les pays, élèves et étudiants, pourtant entretenus à prix d'or, contestent un système d'enseignement inadapté, et périmé en France même. Comme à Madagascar, on supporte de plus en plus mal dans les grandes villes africaines l'omniprésence étrangère, l'arrogance ou la bonne conscience de l'assistance technique.

Comme à Madagascar, les jeunes cadres bloqués dans la carrière s'exaspèrent de l'incompétence, de la corruption, de l'inféodation de leurs aînés.

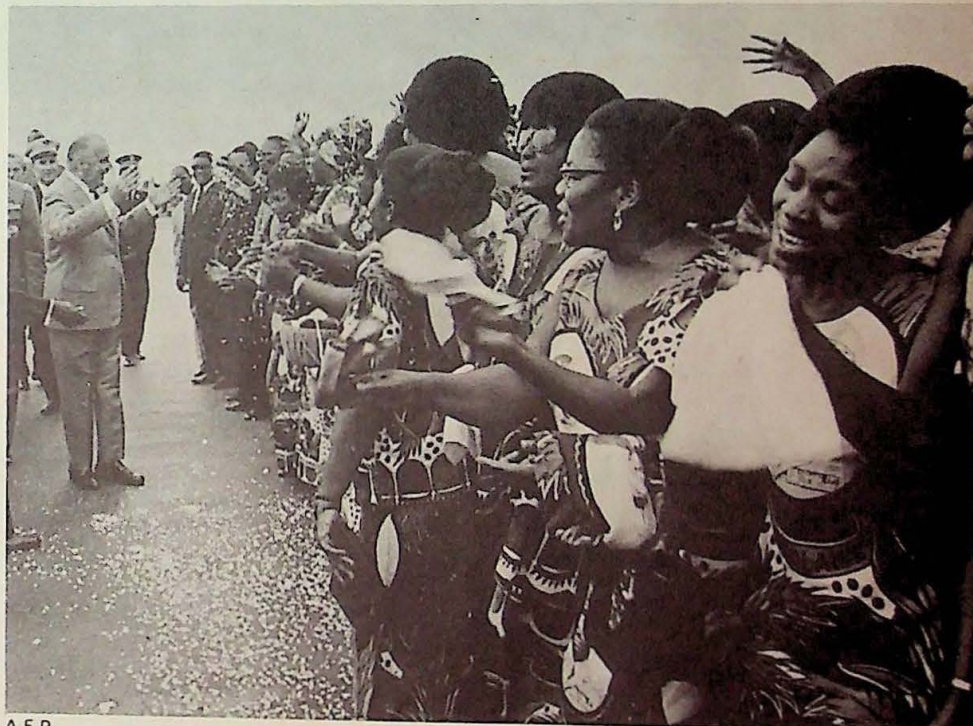
Comme à Madagascar, grossit la masse incontrôlable des chômeurs citadins constituée en majorité de jeunes déracinés à demi scolarisés...

Et puis, il faut compter avec la nouvelle classe ouvrière en formation (en

bien les conclusions du rapport Gorse sur « l'évaluation de la politique française à l'égard des pays en voie de développement », qu'il a décidé de le garder sous le coude... Pompidou est plein de bonne volonté : il a écrit à tous ses comparses africains pour savoir, au fond, ce qui va et ce qui ne va pas... Il se déclare prêt à faire un effort pour les plus mal lotis ; à diversifier l'aide, à la faire transiter par le canal des organismes internationaux.

Il sollicite de plus près ses investisseurs privés et leur accorde toutes garanties... Il efface solennellement une dette d'un milliard de francs, contractée il est vrai avant l'indépendance, pour la mise en place des nouveaux Etats. Enfin, Giscard ne vient-il pas de signer à Brazzaville de nouveaux accords monétaires avec les Etats d'Afrique Centrale ?

Si Pompidou s'est ému des « petites phrases » d'Eyadema, ce n'est point qu'il récuse le sens de cette intervention mais qu'il pense qu'entre gens de bonne compagnie « il y a des choses



A.F.P.

POMPIDOU AU TOGO

Laver le linge sale en famille

Mauritanie, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Cameroun...), et peut-être, demain, avec l'immense multitude encore parcellisée d'un monde paysan en voie de prolétarianisation, principale victime de la détérioration des termes de l'échange.

En fait, tout se passe comme si, sous la pression intérieure de groupes et de classes insatisfaits ou s'éveillant à la conscience politique, emprisonnés par ailleurs dans le carcan d'accords de coopération non renouvelés depuis les premières années 60, les gouvernants africains cherchaient à différer l'échéance de révolutions incertaines « à la malgache » en mettant en avant des revendications de type nationaliste, douze ans après le cadeau des indépendances gaulliennes.

Le rapport Gorse sous le coude

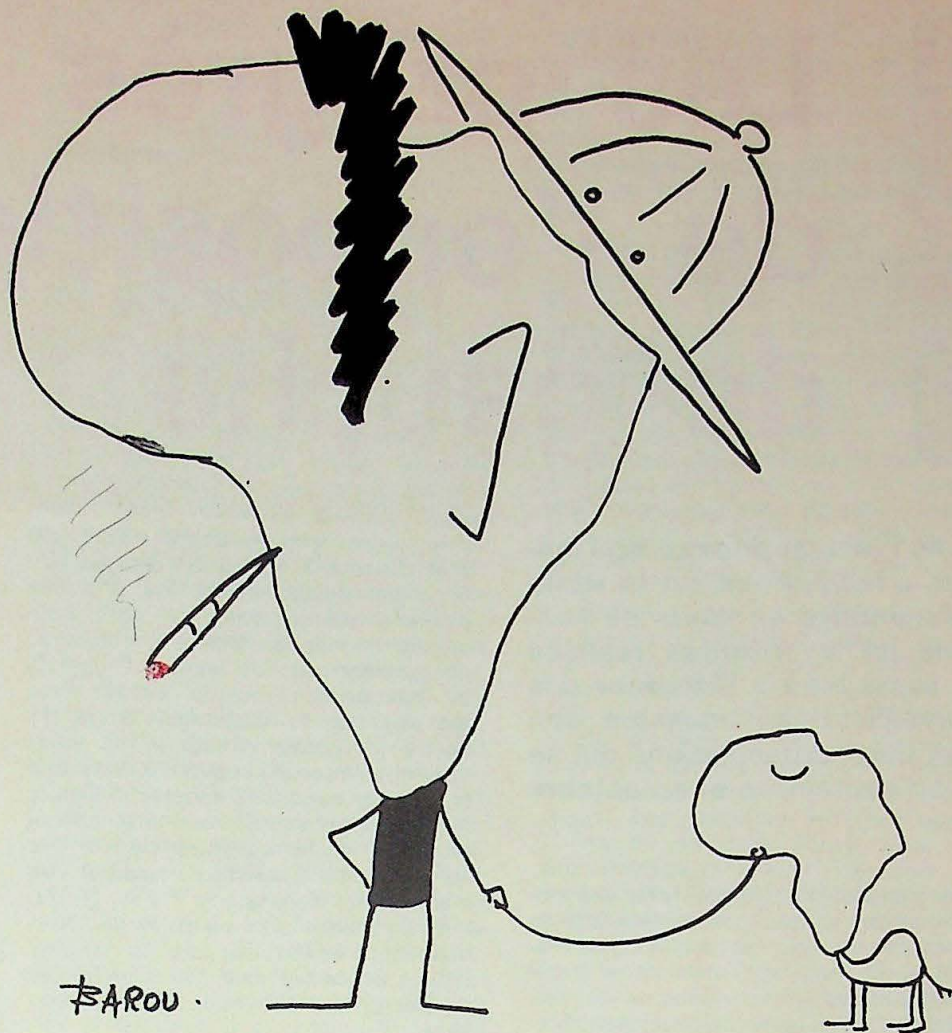
Pompidou, certes un peu tard, comprend. Il connaît, dit-on, très bien les dossiers. Il connaît en particulier si

ni illégitime, ni sordide...

« Le premier objectif de mon département est de favoriser la pénétration de la langue et de la culture françaises dans les pays d'Afrique et de Madagascar... »

« Le second objectif que nous nous proposons est d'ordre économique ; le maintien et le développement des intérêts commerciaux et industriels français constitue également une des préoccupations constantes du Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Coopération. Je le dis sans aucune honte. Cela n'a d'ailleurs rien d'illégitime ni de sordide. La Coopération n'est pas une entreprise intéressée au sens égoïste du terme, mais il ne peut s'agir ni de gaspillage ni de prodigalité. Il est du devoir de la France en même temps que de l'intérêt des Etats auxquels elle apporte son concours que les rapports soient établis sur de mutuels avantages qui constituent le meilleur gage de progrès matériel et la plus réelle assurance de continuité. »

(Yvon Bourges à l'Assemblée nationale le 25 octobre 1967.)



qui ne se font pas ». Le linge sale doit pouvoir se laver discrètement en famille...

Que demandent de plus les chefs d'Etat de l'Afrique, que vont-ils obtenir? Un aménagement des accords dits de coopération, un découpage moins grossier du gâteau, un souci plus vigilant des formes... Nullement une remise en cause fondamentale de la nature des rapports qui unissent l'ex-métropole à ses anciennes colonies. Comment pourrait-il en être autrement puisque aller aussi loin serait, pour les classes dirigeantes des pays dominés, préparer leur propre disparition?

De fait, sous le discours mystificateur de l'imposture gaulliste, la coopération économique apparaît comme l'expression des intérêts convergents de l'impérialisme français et des bourgeoisies nationales au pouvoir, bureaucratique et comprador. Toute révision des accords trouve là ses limites.

Dans le cadre actuel, les gouvernants africains peuvent espérer un assouplissement de l'aide liée mais les subventions et les prêts resteront pour une grande part assortis de l'obligation de passer les marchés avec les entreprises françaises.

La culture...

Le choix des investissements sera plus largement orienté en fonction de leurs intérêts mais jamais jusqu'à battre en brèche ceux de l'ancienne métropole.

Les mouvements de capitaux seront plus libres mais les institutions financières et les banques privées françaises, qui ont détenu longtemps un véri-

table monopole d'investissement dans les pays dominés, conserveront une position de force.

L'aide publique soutient les groupes industriels et financiers du pays dominant; elle assure leurs profits, en même temps que la survie des bourgeoisies locales. Seuls, les attardés du cartiérisme peuvent s'y tromper. La coopération économique permet le maintien et la reproduction des rapports d'exploitation néo-coloniaux; cependant, à plus long terme, elle accentue les contradictions dans les sociétés africaines d'aujourd'hui et prépare leur bouleversement...

Théoriquement chargée d'aider les pays « sous-développés » à surmonter le fossé technologique qui entrave leur « décollage », l'assistance technique est indissociable de la coopération économique, et bien qu'en diminution, le nombre des experts et des techniciens (une dizaine de milliers en Afrique et à Madagascar) ne peut descendre au-dessous d'un certain seuil.

Quant à la coopération dite « culturelle », apparemment la moins attachable, elle répond aux mêmes besoins. A tous ces niveaux, l'enseignement calqué sur un modèle napoléonien qui craque en France même à toutes ses coutures, n'est qu'une immense entreprise de déculturation. Sans aucun rapport avec l'environnement, entre ce qui est appris et ce qui peut servir dans l'imbrication des réalités africaines d'aujourd'hui, le système français d'éducation, de sélection, de promotion est reproduit tel quel. Il a pour résultat le plus voyant d'engendrer un vain mandarinat, une « diplômite » galopante, et de creuser un fossé toujours plus grand entre les détenteurs du « Savoir européen » (d'ailleurs inadapté) et les masses. Cependant, la classe dominante ne remet en cause que partiellement ce système global de formation (introduction timide dans les programmes de l'Histoire et de la Géographie africaines, du droit coutumier, de l'enseignement des langues vernaculaires...). Car, enfin, elle lui doit tout. Le nombre des enseignants français est en augmentation constante et l'on continue à recruter : entre 25 à 30.000 en Afrique (Nord et Sud du Sahara) et à Madagascar. Bien plus que l'inadaptation des programmes et que l'échelle d'évaluation pédagogique, on déplore en général dans ces milieux, de concert avec les cadres et hauts fonctionnaires nationaux, la « baisse du niveau » ; comme on revendique l'équivalence des diplômés avec ceux de l'Université française.

... et les armes

C'est qu'en effet, sans qu'ils en aient toujours conscience, le rôle dévolu à ces « assistants », héritiers objectifs des administrateurs coloniaux, est d'abord de faciliter l'accès et la domination des marchés au capitalisme français, par la réalisation d'études, par l'octroi de concours financiers, par l'infléchissement des planifications nationales. Il est ensuite de contribuer à la consolidation des bourgeoisies locales néo-capitalistes par la formation de cadres, surtout techniques et administratifs.

Enfin, dans le cadre de la « coopération militaire », si les interventions directes (comme au Gabon, comme au Tchad), qui n'ont d'ailleurs pas bonne presse dans l'opinion française, se feront rares, les gouvernements africains ne renonceront pas avant longtemps à leur jeu d'équilibre subtil dans la répartition de l'autorité au sein de leurs armées entre officiers français (« assistants » et « conseillers ») et gradés nationaux.

Jusqu'à quand ?

Cette prudence n'est pourtant pas toujours récompensée et les putsch se succèdent...

Alors, « tournant », « second souffle », « nouveau départ » de la coopération française ?...

Bien qu'attiré par l'impérialisme principal de l'Amérique du Nord et de l'Europe allemande, les bourgeoisies qui détiennent le pouvoir dans les Etats noirs n'ont pas encore renoncé à tenir leur place dans le face à face avec l'impérialisme secondaire français. Tout au plus, demandent-elles un rôle plus avantageux que celui de faire-valoir, ou de figurant... avec, à la clé, un cachet plus coquet.

« Le gouvernement français (...) est ouvert à toutes les suggestions et il n'a jamais été dans ses intentions de poursuivre une politique d'aide qui ne serait plus désirée... » Ainsi s'est exprimé Pompidou à Ouagadougou.

Douze ans après la grande « première » du Général de Gaulle, pris de court, il met en scène, à la hâte la seconde « fausse sortie » du néo-colonialisme français. Pour mieux rester, mais jusqu'à quand ?

René LANARCHE. ■

la zone Franc : un carcan

L'hégémonie économique de la France sur ses anciennes colonies s'exerce principalement dans le contexte monétaire de la zone franc. C'est en effet la monnaie de l'ex-métropole qui est reconnue comme liquidité internationale de la zone. Les monnaies émises par les banques centrales des pays intéressés autres que celle de la banque de France ne sont en fait que de simples jetons à usage interne, convertibles seulement en franc français.

Toutes les transactions internationales des Etats de la zone franc se font donc par l'intermédiaire de la place de Paris. Les avoirs extérieurs de ces Etats sont constitués presque exclusivement par des réserves en francs, placées chez le Trésor français dans des comptes de dépôts. C'est par le débit de ces comptes d'opération que les Etats de la zone financent leurs achats hors de France, en utilisant les francs dont ils disposent pour se procurer des devises. Inversement, les devises procurées par leurs exportations hors de la zone sont convertibles en francs français et versées à un pool commun de devises.

« solidarité »

La France bénéficie ainsi d'avantages considérables. Le dépôt des avoirs appartenant aux banques centrales fournit chaque année un milliard et demi de francs actuels au Trésor. Le pool commun des devises se traduit aussi par un apport de l'ordre d'un milliard et demi de francs au profit de la balance française.

L'accord que Giscard d'Estaing a signé le 23 novembre dernier à Brazzaville avec les ministres des Finances de l'Afrique équatoriale et qui donne naissance à la Nouvelle Banque des Etats d'Afrique centrale doit apporter un peu de souplesse à ce consensus monétaire sans en infléchir les lignes-forces : le nouveau président sera africain (mais le directeur général reste français). Les procédures du crédit à moyen terme seront moins contraignantes. Enfin les Etats africains devraient, en principe, prendre une responsabilité plus grande dans la gestion de la nouvelle banque...

Cette importante réforme « précise le communiqué de fin de conférence dans un style inimitable » traduit la volonté des Etats africains de renforcer leur solidarité monétaire et la volonté de la France que ces Etats prennent souverainement toutes les décisions sans mettre en cause ses propres responsabilités, pour l'ensemble de la zone franc...

(Source : Bulletin CEDETIM n° 20/21 - Impérialisme français et coopération - Presse Quotidienne.)

moral, économique, politique.

« La France occupe dans cette partie du continent africain une position privilégiée qu'il est de son devoir moral, comme de son intérêt économique et politique de ne pas se laisser dégrader. »

(Le président Pompidou, Conseil des Ministres du 17 février 1971.)

l'aide de la France

La France prétend être le seul pays à répondre au vœu pieux de l'ONU qui demande aux nations riches de consacrer 1 % de leur produit national brut à « aider le tiers monde ». Il n'en est rien, et même l'aide de la France décroît régulièrement ainsi que l'indique le tableau suivant.

ANNEE	AIDE PUBLIQUE DE LA FRANCE EN % DU PNB
1960	1,38
1961	1,35
1962	1,26
1963	0,98
1964	0,89
1965	0,75
1966	0,69
1967	0,71
1968	0,67
1969	0,68
1970	0,65

C'est en sollicitant les chiffres, en amalgamant dons et prêts publics et investissements privés que la France s'arroge généralement le titre de champion de l'aide économique.

De même, le 27 juin dernier, Yvon Bourges, encore ministre de la Coopération, déclarait que son budget avait augmenté de 50 % sur trois exercices et augmenterait de 15 % pour le prochain exercice. Or, les données du ministère de la Coopération mélangent toujours « l'aide » au tiers monde et l'aide aux Territoires et Départements d'Outre-Mer, selon la répartition suivante :

Etats africains et malgache	29,30 %
T.O.M. et D.O.M.	39,30 %
Maghreb	16,81 %
Pays hors de la zone franc	14,60 %

(Sources : bulletin CEDETIM n° 20/21.)

l'Angleterre
en
mouvement

—2—

Les progrès de l'opposition de gauche

Dans un article précédent, Ken Fleet, secrétaire de l'Institut pour le Contrôle Ouvrier, a fait le point sur la situation politique et sociale en Angleterre au cours de l'année qui s'achève. Il examine ici les progrès réalisés par l'opposition de gauche, aussi bien à l'intérieur des syndicats que du parti travailliste, à l'occasion des conférences annuelles de ces deux organisations qui se sont tenues respectivement en septembre et en octobre derniers.

KEN FLEET : Au Congrès des Trade Unions, comme je l'ai dit précédemment, les délégués ont durci leurs positions à l'égard de la loi sur les Relations Industrielles et ont clairement signifié que les syndicats « enregistrés » ne seraient plus acceptés dans le mouvement syndical, que ceux des syndicats qui s'étaient enregistrés avaient six mois pour annuler cet enregistrement, et que leur appartenance était suspendue pendant cette période. Je crois que c'est la mesure la plus en flèche qui sortit du congrès des syndicats. Je crois que l'esprit des délégués était très combatif également. Cependant, depuis le Congrès, les dirigeants syndicaux ont été embarqués dans des discussions avec le gouvernement conservateur de Heath, concernant les modalités d'application d'une politique volontaire des revenus. De nombreux syndicalistes ont pensé que c'était là une grave erreur, car ils ne croient pas qu'un gouvernement conservateur, et en fait, qu'un gouvernement quel qu'il soit dans un sys-

tème capitaliste, puisse faire une politique des revenus qui ne soit pas en pratique un blocage déguisé des salaires. Ils ont fait l'expérience d'une politique des revenus sous un gouvernement travailliste, qui était sensiblement plus favorable aux syndicats car en fait, le parti travailliste repose sur les syndicats, et cette expérience les a conduits à refuser d'avoir quoi que ce soit à voir avec une politique des revenus dans l'avenir.

le blocage des salaires

Et c'est probablement à cause de cela qu'il a été impossible pour le gouvernement d'arriver à un accord avec les Trade Unions sur une politique des revenus. Les dirigeants syndicaux, et principalement les dirigeants de gauche comme Scanlon et Jones (1), insistèrent pour qu'une politique des revenus englobe un blocage effectif des

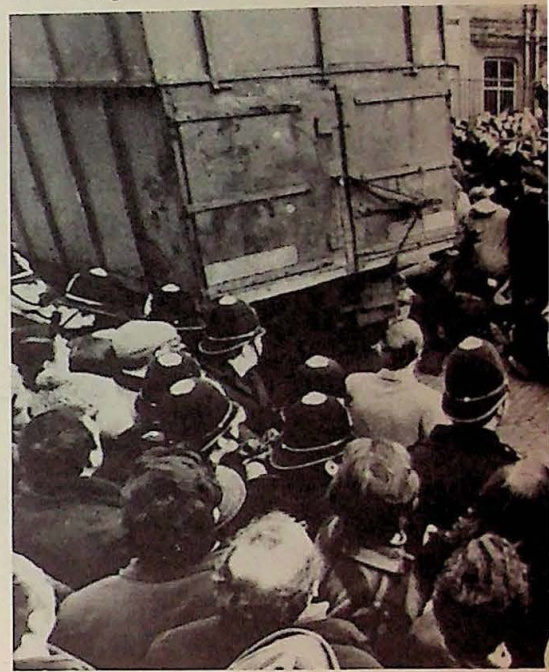
prix que le gouvernement n'était pas prêt du tout à mettre en œuvre, blocage qui devait inclure les prix des produits alimentaires, qui vont augmenter l'année prochaine quand nous allons entrer dans le Marché Commun, en fonction des accords conclus avec les pays de la Communauté, et les loyers (le gouvernement a fait voter une loi maintenant appliquée dans tout le pays qui augmente substantiellement les loyers de la classe ouvrière, surtout dans les H.L.M.). L'autre clause, que les dirigeants syndicaux voulaient voir mentionnée, était que la T.V.A. (2) devrait être supprimée ou au moins notablement modifiée, ce qui, là encore, entraînait en conflit avec les manœuvres du gouvernement avec le Marché Commun.

Ainsi, il s'avéra impossible pour le gouvernement de conclure un accord avec les syndicats, mais malheureusement, alors que les syndicats savaient, je crois, qu'il en serait ainsi, et voulaient faire la preuve de l'impossibilité de l'accord, le gouvernement s'est montré très habile dans sa façon de présenter l'affaire, il lui donna bien plus de publicité que ne le firent les Trade Unions et s'arrangea pour convaincre l'opinion publique qu'une politique des revenus était la réponse à l'inflation, et que seuls les syndicats s'opposent à la mise en œuvre d'une politique aussi bénéfique...

C'est pourquoi je pense que les dirigeants syndicaux ont fait une grave erreur.

Ce que nous avons maintenant, au lieu

de cet accord, c'est un blocage des salaires pour 90 jours après que le projet de loi ait été voté, et en fait applicable à partir du moment où le Premier ministre a fait sa déclaration à la Chambre des Communes, et un blocage limité des prix, qui ne s'applique pas à la nourriture, qui ne s'applique pas aux loyers, et qui va être très difficile à instaurer. Il y a aussi, et c'est un des points sur lesquels les syndicats insistaient dans leurs discussions avec le gouvernement, une limitation de l'augmentation des dividendes



BIRMINGHAM
Incidents entre policiers et grévistes

LA LIBRAIRIE

tribune
socialiste

9, rue Borromée - PARIS 15^e
Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h

- **A QUI APPARTIENT PARIS ?** 29,00
Claude Bourdet
(Le Seuil)
- **QUESTIONS A L'ETAT SOCIALISTE** 25,00
Michel Rocard
(Stock)
- **HACHETTE, LA PIEUVRE VERTE** 12,00
(Editions Git le Cœur)
- **GUIDE DU MILITANT** 20,00
Denis Langlois
(Le Seuil)
- **LE MAI DE LA C.G.T.** 20,00
Georges Ségué
(Julliard)

Toutes commandes à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée - PARIS 15^e
C.C.P. 58.26.65 Paris
Règlement à joindre à la commande

IRLANDE :

du nord au sud

Les derniers événements d'Irlande du Sud — l'arrestation et le procès de Sean McStiofain, le vote du 3 décembre contre les organisations illégales et le référendum du 7 abolissant le statut spécial de l'Eglise catholique — écartent pour le moment la menace d'union des classes ouvrières protestante et catholique contre leur ennemi commun, la bourgeoisie. L'extension du mouvement de libération à la république du Sud n'est pas pour aujourd'hui. D'autant moins que la campagne aveugle des provisionnels a accentué le sectarisme religieux et l'isolement de l'IRA.

En gagnant le pouvoir en 1932, le Fiana-Fail (1) voulait combattre la politique d'ouverture à l'impérialisme britannique pratiquée par les Free-Staters (2) depuis l'« indépendance ». L'échec de la lutte économique contre l'Angleterre permit à Sean Lemass (3) de retourner à la politique des Free-Staters. Dès 1958 son gouvernement décide d'accorder des subventions aux entreprises étrangères s'installant en Irlande. Les exonérations de taxes font bientôt de l'Irlande un paradis fiscal pour les industriels étrangers.

En 1966, ces derniers qui financent le Fiana-Fail par l'intermédiaire de la TACA (4) — obtiennent du gouvernement qu'il signe l'accord de libre-échange avec la Grande-Bretagne.

Les effets de cette politique se font très vite sentir : 65 % des industries manufacturières sont étrangères et parmi elles on compte quelque 900 entreprises contrôlées par l'Angleterre.

Depuis 1960, 81,8 % des subventions accordées par le gouvernement au titre de l'aide au développement furent versées aux entreprises étrangères. Le

Mais bien sûr, les syndicalistes sont conscients, dans notre pays, que les dividendes, s'ils sont bloqués — pour quelque durée que ce soit —, sont accumulés par la firme pour être payés après aux actionnaires, en fin de compte, soit sous forme de dividendes accrus, soit sous forme d'augmentations de capital. C'est pour cela que le mouvement syndical a été très mécontent de ces mesures.

Il y a nombre de revendications de salaires dans l'industrie pétrolière, dans certaines catégories du secteur public qui sont toujours, comme je l'ai dit avant, les premières victimes des blocages de salaires par le pouvoir, et il est trop tôt pour dire comment les syndicats vont réagir. Il me semble probable qu'ils vont attendre pour leurs revendications la fin des trois mois. Mais à ce moment, les revendications seront plus importantes et incluront sans doute ces retards. Il ne me semble pas probable dans la période telle qu'elle s'annonce et avec le T.U.C. tel qu'il est, qu'ils vont entreprendre des actions combatives, des grèves — maintenant. En ce qui concerne les travailleurs qui ne sont pas dans le secteur public, il est bien sûr toujours possible pour des syndicalistes et des délégués d'atelier déterminés, comme

il a été démontré lors du dernier blocage des salaires (3), de contourner la loi par des primes, par divers moyens, et c'est là ce que je crois que les travailleurs feront ou essaieront de faire.

le parti travailliste et les militants

Je vais maintenant vous parler un peu des conséquences à l'intérieur du parti travailliste, comme vous me l'avez demandé. La conférence annuelle du parti travailliste, au début octobre, s'est montrée très combative, d'après les critères ordinaires du parti, beaucoup de nouveaux membres ont été élus à la Commission Exécutive Nationale du parti travailliste, qui sont plus à gauche que la majorité de cette Commission, quelques bonnes résolutions ont été votées, sur le logement, les services sociaux, les transports, des augmentations massives dans le secteur public, sur la nationalisation des monopoles, et en fait, sur leur nationalisation sous contrôle ouvrier, qui fut votée par la conférence malgré l'opposition des dirigeants à la tribune. Bien sûr, l'incorporation de ces résolutions dans un programme électoral est différente du texte des résolutions votées par la conférence et nous pouvons nous attendre à ce qu'il y ait de l'eau dans le vin de certaines... Et le ton du programme, à en juger par le projet publié par le parti travailliste, qui n'a pas été discuté cette année à Blackpool, sera probablement moins combatif, moins avancé, moins dur. Et d'autant plus que nous savons, par expérience, que même si le programme est clairement socialiste dans ses exigences, un gouvernement travailliste ne se sent pas lié quand il arrive aux affaires par les promesses du parti et par la politique élaborée par les conférences du parti.

Parce que leur théorie habituelle est que ce n'est pas le parti travailliste qui élit le gouvernement, mais l'électorat en général, et cette fiction parce que c'est une fiction (bien sûr, ce n'est pas pour leur charme, leur intelligence, leur attrait ou d'autres qualités personnelles que sont élus les députés,

mais à cause de leur étiquette et de la politique de leur parti), cette fiction, dis-je, a permis au dernier gouvernement travailliste et pourrait bien permettre au prochain, de ne pas tenir compte des opinions de la conférence du parti sur bien des questions de fond.

Toutefois, je crois que désormais cela va être beaucoup plus difficile, pour eux, de faire pareil la prochaine fois. Anthony Wedgwood Benn (4), qui est président du parti cette année et qui a présidé la conférence annuelle, (qui soit dit en passant, a dirigé les débats de façon bien plus démocratique qu'ils ne l'avaient jamais été, permettant aux délégués de s'exprimer bien davantage, acceptant une objection de la base disant qu'il fallait voter sur les réserves que l'Exécutif pouvait formuler sur les résolutions (5), ce qui a permis de battre à plusieurs reprises la direction), Wedgwood Benn a insisté sur la démocratisation du Parti, il a lancé des idées telles que celle de l'élection par une nouvelle Conférence de la direction du groupe parlementaire, soit en fait le cabinet fantôme et le Premier ministre lui-même. Maintenant, ces questions n'étaient pas à l'ordre du jour cette année, n'ont pas été adoptées et il faudra beaucoup de travail pour les faire adopter, car cela modifierait profondément les rapports entre le parti travailliste en général et le groupe travailliste au Parlement. Et bien sûr, la direction parlementaire est totalement opposée à ces modifications.

Mais je pense, compte tenu de l'opinion générale du Parti, qu'il leur sera difficile de résister, et si ces transformations sont adoptées, qu'il sera



LE PREMIER MINISTRE HEATH
Défense de tourner à gauche

beaucoup plus dur pour un gouvernement travailliste, (comme les militants de base dans les circonscriptions et les syndicats admettent largement que cela a été le cas pour le dernier gouvernement travailliste) de trahir.

(Propos recueillis en novembre 1972
par Thierry MORUS.)



Aqip

(1) Scanlon et Jones, dirigeants respectivement des syndicats des industries mécaniques et des transports qui comptent parmi les plus importants, sont classés « à gauche » ayant souvent pris des positions très fermes — notamment dans la grève des dockers ou contre le projet travailliste de loi sur les Relations Industrielles.

(2) L'introduction de la T.V.A. en Angleterre est l'un des principaux « bienfaits » du Marché commun : vu son impact sur la hausse des prix, inutile de dire qu'elle déclenche l'hostilité des syndicats.

(3) Sous le gouvernement travailliste d'H. Wilson.

(4) Anthony Wedgwood Benn, ancien ministre du développement technologique d'Harold Wilson,

sans avoir jamais été rangé dans la « gauche officielle » du parti travailliste (comme le groupe qui édite l'hebdomadaire Tribune, avec Michael Foot) s'est fait remarquer à la conférence d'octobre 1972 comme un ferme avocat de la démocratisation du parti.

(5) Les structures très bureaucratiques du parti travailliste font que le groupe parlementaire n'est pas obligé d'appliquer les textes votés par les Congrès, que la Commission exécutive nationale peut émettre des « réserves » si elle ne veut pas les appliquer. Quant au « leader » du Parti, chef officiel de l'opposition et premier ministre potentiel, il est désigné par les « caciques » du groupe parlementaire, selon une procédure obscure dans laquelle les militants n'ont pas le moindre poids.

gouvernement vante à grands renforts de placards publicitaires dans la presse étrangère, la main-d'œuvre peu coûteuse et tranquille d'Irlande du Sud... Pour l'Angleterre l'Irlande du Sud compte au moins autant que l'Ulster. En effet, le flux de capitaux rapatriés chaque année d'Irlande du Sud vers l'Angleterre est deux fois et demie supérieur au flux provenant d'Ulster. Le mois dernier, Heath a plusieurs fois appelé son laquais Lynch pour lui don-

ner ses ordres. Leurs rencontres ont débouché sur la vague de répression qui s'abat actuellement sur le mouvement où se trouvaient les provisionnels, procès de Sean McStiofain, chef de l'I.R.A. provisional, ont rompu l'isolement où se trouvaient les provisionnels. Des manifestations importantes ont eu lieu à Dublin pendant la grève de la faim du chef des provisionnels. La répression s'étend même à plusieurs administrateurs de la télévision irlandaise qui ont été licenciés pour avoir diffusé une interview de McStiofain.

L'I.R.A. a réagi par l'extension de sa campagne militaire au sud. Lynch profite de l'occasion pour proposer une loi permettant la détention pendant un an et la condamnation à une peine de 1.000 livres de toute personne qui, sur simple délation d'un policier, sera déclarée appartenir à une organisation interdite.

Il apparaît ainsi que les gouvernements britannique et irlandais veulent liquider une fois de plus la question irlandaise sous le couvert « démocratique » du référendum de janvier sur la réunification, pour être débarrassés du problème en entrant main dans la main dans le marché commun.

Pierre JIRA.



JOE CARHILL (casquette)
Conférence de presse clandestine à Belfast

Aqip

Alors que le Fine-Gael et les travaillistes (5) s'opposent à cette loi, deux bombes providentielles éclatent à Dublin, faisant deux morts et plusieurs blessés. Sans attendre, que les deux branches de l'I.R.A. nient toute responsabilité dans cet attentat, Lynch s'en sert au parlement pour faire passer la loi. Après le référendum du 7 décembre, qui a cautionné la politique de Lynch — en dépit du taux record d'abstentions : près de 50 % — ce dernier s'apprête à appliquer cette loi avec force. En coopération avec le gouvernement britannique, il a renforcé le contrôle aux frontières pour prévenir toute fuite vers l'Angleterre (6). Avant le référendum qui doit avoir lieu en janvier en Ulster, Lynch est parvenu à modifier la constitution du Sud sur un point sans importance réelle. Le référendum du 7 a en effet permis de retirer de la constitution l'article 44 donnant à l'église catholique une « place privilégiée dans l'Etat ».

(1) Parti majoritaire, le Fiana Fail, refusa d'abord le traité de partition de 1921, puis abandonna l'I.R.A. pour rentrer dans la légalité. Représentant au départ la bourgeoisie nationaliste, il est devenu le parti de la nouvelle bourgeoisie.

(2) Ceux qui ont signé le traité de partition et furent toujours au service de la bourgeoisie anglaise. Ils se retrouvent aujourd'hui dans le Fine-Gael — voir (5).

(3) Premier ministre d'Irlande qui, avant Lynch, fut au pouvoir plus de 15 ans.

(4) TACA : organisme qui finance toutes les activités de Fiana-Fail. Les fonds viennent du grand capital industriel et foncier de l'Irlande. C'est par son intermédiaire que des fonds d'aide furent donnés aux provisionnels à leur création.

(5) Fine-Gael : parti d'opposition de droite. Parti travailliste : contrairement au parti travailliste anglais, il est très faible. Il représente la seule opposition parlementaire de gauche qui soit conséquente.

(6) Les membres de l'I.R.A. pourraient fuir en Angleterre, où, en effet, l'I.R.A. n'est pas une organisation interdite.



Bourges : hôpital, danger !

La misère des hôpitaux : tout le monde la connaît. Du côté de la bourgeoisie, on met un bémol : c'est quand même un marché important les hôpitaux... Et puis les bourgeois se font soigner ailleurs.

Du côté de la « gôche » on dit que s'il y avait plus de crédits, ça serait quand même mieux. Ceux qui y sont passés, les malades, disent bien qu'ils sont traités dans des conditions inadmissibles... Mais ils ne connaissent pas les « coulisses ».

Heureusement il y a les travailleurs des hôpitaux : infirmiers, personnel administratif, entretien, intendance. Leurs conditions de travail sont déplorables, mais c'est avant tout ce qui se passe dans les coulisses qui les scandalise.

L'hôpital de Bourges n'est sûrement pas pire que les autres. Comme ailleurs on y voit des choses scandaleuses. Mais là les tra-

vailleurs ont choisi de parler. Ils racontent et il n'est pas besoin de faire après de savantes analyses politiques.

salade russe

La première qualité d'un hôpital devrait être l'hygiène. D'ailleurs c'est prévu dans le règlement. On devrait pouvoir fournir du linge propre à chaque malade. Le linge c'est cher. Les machines à laver aussi. Alors il arrive, trop souvent, que les draps des lits soient utilisés deux fois sans être lavés.

Dans le tout moderne service de maternité, on est souvent à court de draps, de chemises et de couches. Le seul moyen pour le personnel c'est d'organiser des opérations de commando dans les autres services pour y pirater quelques unités de matériel nécessaire. Mais oui !

Ce linge, quand il est sale et donc rempli de microbes est convoyé vers les buanderies dans des camionnettes où il voisine avec la nourriture, soigneusement étudiée par des diététiciens. Bref on peut récupérer par la nourriture pas mal de microbes.

C'est dommage parce que les repas, si l'on en croit les menus, sont appétissants. On peut manger à Bourges de la salade russe, ou du navarin printanier. C'est chouette tout ça. Eh bien la salade russe ce n'est pas autre chose que quelques rondelles de betterave et de pommes de terre. Quant au Navarin printanier ce sont des faillots (à peine cuits) avec un morceau de mouton bien gros pour remplacer le beurre.

Au prix de la journée d'hôpital on se demande où va l'argent. Les travailleurs se trompent et exagèrent sûrement lorsqu'ils disent avoir vu mesdames les épouses de ces messieurs de la direction venir faire leur marché... dans les cuisines de l'hôpital. Et il est bien sûr absolument faux que ce ravitaillement passerait en frais généraux.

être soigné

Mais on ne va pas dans un hôpital pour bien manger, pour passer des vacances... ou alors il faut être sacrément vicieux. Ceux qui sont là demandent à être soignés... Ce qui nécessite qu'il y ait le personnel pour. Ce n'est pas le cas.

Une infirmière et trois femmes de service pour quarante malades n'est pas chose rare. Certains services sont mieux équipés, mais jamais en fonction de leur activité. On en arrive donc à cette situation que tout le monde doit savoir tout faire : le ménage, les lits, les serums, servir à table, faire manger certains malades. On voit dans tel secteur les aides-soignantes faire un travail de femme de salle, et dans un autre on voit le contraire.

On est en train de créer à Bourges un service d'urgence et de réanimation, doté d'une antenne mobile. C'est effectivement un équipement nécessaire à la ville. Mais on attend de voir comment il va fonctionner. On se souvient de celui de l'Hôtel Dieu à Paris qui a dû fermer faute de crédits pour payer le médecin nécessaire à son fonctionnement.

On pourrait vous en raconter comme ça sur plusieurs pages. La maison de retraite de Bellevue par exemple qui, pour 734 F par mois, enferme six vieillards par chambre et les nourrit « faut voir comme ». A Bourges comme ailleurs on n'a pas le droit de vieillir.

Il y a quand même quelque chose de rassurant dans ce sombre tableau : c'est que les travailleurs concernés les révèlent... C'est le premier pas vers le contrôle des hôpitaux, non plus par une administration irresponsable, mais par ceux qui les font tourner et par ceux qui jusque-là les subissent, alors qu'ils devraient en profiter : les malades.

Correspondance ■

Limoges : 100 grévistes

Depuis le mardi 28 novembre le personnel du Centre régional des Œuvres universitaires de Limoges (une centaine de personnes) est en grève illimitée. Les travailleurs exigent la réintégration de quatre travailleurs licenciés pour des raisons d'« économie » (le pouvoir rentabilise), un salaire décent et la budgétisation de leurs salaires (actuellement ils gagnent 800 francs par mois pour 49 h 30 !). Sous l'impulsion des étudiants du PSU et de l'AMR un comité de soutien ouvert a été mis sur pied en accord avec les travailleurs en grève et sous leur direction.

Sa première tâche est l'explication de la grève aux étudiants.

Correspondant ■

Clichy : la méfiance vaincue

A Clichy (Seine-St-Denis), 1500 ouvriers environ travaillent aux « Câbles de Lyon ». La plupart sont des immigrés (marocains, portugais, algériens). Les salaires sont très bas : un O.P. de fabrication gagne 1300 F, un manoeuvre souvent moins de 1000 F.

A l'atelier des CABLES ARMES (N° 2), des ouvriers immigrés et français ont commencé à parler de leur propres difficultés.

Ils ont tout d'abord réclamé une feuille de paie lisible car il était difficile de savoir comment était calculée la paie. Par affiches collées dans toute l'usine, ils ont fait savoir quelle était leur principale revendication du moment.

Cela se passait il y a trois mois. Depuis, une bobine a failli tuer ou blesser plusieurs ouvriers. Un nouveau tract a été fait pour protester contre les conditions de travail. Cela n'a pas plu à la direction qui a licencié l'un des ouvriers de l'atelier pour « faute professionnelle ». Ce dernier a refusé de s'incliner en restant près de son poste de travail pendant 48 heures.

Après avoir discuté, tout l'atelier (50 ouvriers environ), décide de se mettre en grève, mais en posant toujours leurs revendications propres : 50 centimes d'augmentation pour tous ; une fiche de paie lisible ; pas de licenciement pour « faute professionnelle ».

Les ouvriers en grève sont allés expliquer aux autres ateliers pourquoi ils avaient décidé d'arrêter le travail. Bien entendu, la direction menace. L'huissier est déjà venu pour préparer légalement l'expulsion. Des barrages ont été fait pour bloquer l'entrée et la sortie de l'atelier. Les acomptes n'ont pas été payés à la fin de la première semaine. Le patron compte surtout sur le découragement, les éventuelles incompréhensions entre grévistes, entre les grévistes et le reste de l'usine, etc.

Pour que les gars puissent tenir, pour que d'autres ateliers les rejoignent, un soutien, une popularisation doit maintenant se développer à l'extérieur. Les camarades PSU du secteur de Clichy tentent de mettre sur pied un comité de soutien dont les actions seraient menées en étroite accord avec les grévistes.

Belfort : déjà Socrate...

A Belfort, un professeur de philosophie commente en classe le tract intitulé « Apprenons à faire l'amour, apprenons à faire la fête ! ». Une fédération autonome de parents d'élèves porte plainte, la riposte s'organise dans les lycées de la ville et les enseignants appellent à une grève le 11 décembre. Il y a 3.000 ans déjà, un philosophe fut condamné, qui parlait d'amour : Socrate...

Au pays de Toto

Le Groupe BATA (chaussures) dispose de deux usines dans l'Eure : Les Manufactures de St-Marcel (près de Vernon) et un atelier aux Andelys qui emploient respectivement 1200 et 60 salariés. Il a fallu deux semaines de grève pour que ces travailleurs obtiennent la satisfaction de revendications pourtant fort modestes : 2 % d'augmentation des salaires et une prime de fin d'année. Les grévistes ont également obtenu le paiement partiel des jours de grève. A l'initiative du PSU, le soutien financier et la popularisation de la grève ont été effectués. Cette grève n'est d'ailleurs pas la seule dans la région. C'est nouveau au pays de M. Tomasini...

Autre grève à GAILLON (Eure) : Ets DUMONT, 13 salariés (10 ouvriers dont 8 Algériens, et 3 agents de maîtrise. Revendications : salaires et conditions de travail. Malgré les pressions judiciaires (tribunal des référés), ils se battent dur et obtiennent satisfaction : réduction progressive de 54 à 44 h sans diminution de salaire, 13^e mois, 2 mois de congés payés pour les immigrés, heure d'information syndicale.

Correspondant ■

Paris : l'armée casse la grève

Les éboueurs revendiquent pour leurs salaires et leurs conditions de travail, ils sont en grève depuis déjà jeudi 9. Comme ils entendent poursuivre leur mouvement, les Pouvoirs publics font intervenir l'armée pour ramasser les poubelles. C'est plus de la soupe, c'est du rata !...



Pascal LEBRUN

Meaux

— 8 décembre : Réunion publique pour exiger le relogement de 10 familles portugaises expulsées d'un bidonville (ASTI, PS, CFDT, Ligue communiste, PSU, etc.). En réponse, la municipalité fait passer dans le journal local La Marne un article faisant état de sa sollicitude à l'égard des immigrés : « A noter que les locataires de nationalité étrangère de l'Office HLM jouissent des mêmes privilèges que les autres occupants. » A la suite de quoi certaines organisations décident de s'en tenir là.

L'ASTI, le PSU et la Ligue décident de continuer jusqu'à ce que le relogement soit obtenu.

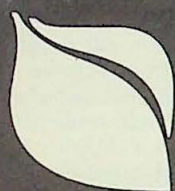
POUR LA SUPPRESSION DE L'AUXILIARIAT.

Périgueux. — Il existe en Dordogne un comité départemental pour la suppression de l'auxiliarat, regroupant de nombreuses associations, syndicats et partis. Le 30 novembre, il a organisé une journée de grève suivie à 90 % des rassemblements à Bergerac, Sarlat, Nontron et Périgueux (4 000 personnes). Si rien n'est fait avant le 31 décembre, des organisations entendent continuer leur action.

Correspondant ■

FUSALP : CONSEQUENCES IMPREVUES

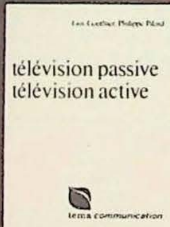
Les professeurs du lycée d'Albertville ayant été actifs, en tant que syndicalistes, dans le comité de soutien à la grève de Fusalp (cf. « TS » 556) la direction de l'entreprise fait savoir qu'elle n'invitera plus les élèves à visiter son usine. Na ! Et puis des fois qu'ils constatent de visu les réalités de l'exploitation...



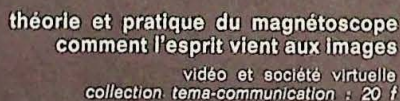
tema

- information
- formation
- communication

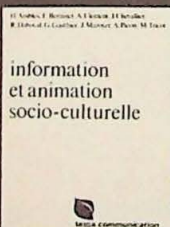
- **tema-recherches :** une dynamique de la formation et de la communication: des structures et des hommes
- **tema-éditions :** cinq collections, trois axes, une équipe



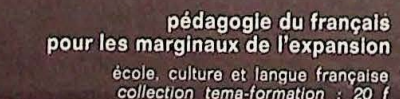
de l'o.r.t.f. à la société câblée
télévision passive, télévision active
collection tema-communication : 20 f



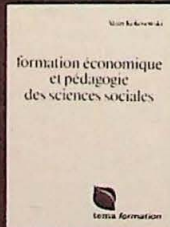
vidéo et société virtuelle



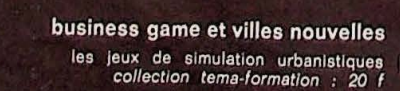
l'information parallèle en pratique
information et animation socio-culturelle
collection tema-communication : 20 f



école, culture et langue française



l'économie au lycée : utopie et réalités
formation économique et pédagogie des sciences sociales
collection tema-formation : 20 f



les jeux de simulation urbanistiques

pour en savoir davantage
tema-éditions
4, rue de la michodière, 75002 paris

● BANQUES : des choses...

La grève nationale lancée par les cinq fédérations syndicales a paralysé la profession bancaire les 30 novembre et 1^{er} décembre. Il fallait en effet que le mécontentement du personnel de ce secteur-clé de notre économie capitaliste soit grand, car ceci n'était pas arrivé depuis 1947 (grève de trois semaines). Un nouveau mouvement est prévu entre Noël et le Jour de l'An si le patronat refuse des négociations sérieuses. Des employés de banque expliquent les raisons de leur colère.

La banque, pour la plupart d'entre nous :

● Le marbre des guichets, témoin d'un commerce florissant. (Une

étude ne dit-elle pas : « chaque fois qu'un café se ferme à Paris, une banque s'ouvre » ?)

● des bénéficiaires qui vont bon train, à la mesure des fortunes colossales que la banque protège et entretient ;

● la « clé » du coffre à Giscard et « la pompe à sous » de la haute « phynance » capitaliste internationale, comme le lieu de bien des spéculations ;

● enfin, pour des millions de travailleurs et usagers, la petite paye de fin de mois. Un service qui se veut de plus en plus en concurrence, comme en témoignent les slogans publicitaires tapageurs : « ma banque et moi nous nous faisons confiance », « mieux accueillis qu'aux C.C.P. », etc.

Ceci, c'est la banque telle que le

INTERDIT DE CHANTER

A la prison de La Roche-sur-Yon, un détenu raconte :

« ... Je faisais mon petit tour, en chantant. On me tombe dessus : « Interdit de chanter, règlement... ». Je proteste ; alors, le surveillant me dit : « On vous envoie au mitard. »

... Le mitard, c'est le cachot, la prison de la prison : « Quand tu passes la serpillière le matin, le soir, ce n'est pas encore sec.

Il existe un chauffage, mais il ne marchait pas. Pas de siège, ni de table. Le lit en fer, à moitié tordu, au milieu de la pièce ; le lit est scellé. Pas de matelas, pas de couvertures. On te les amène simplement le soir, de peur que tu ne te suspendes... Tu as un évier en ciment ; ça mène directement aux égouts, si bien que tu as toutes les odeurs qui remontent... »

Temps de sortie : une demi-heure par jour. Suppression du courrier, des visites.

Nourriture : on a un jour sur deux du pain sec et de l'eau...

... J'ai écrit au Préfet et à l'Administration pénitentiaire, comme j'ai le droit. Le Préfet ne m'a pas répondu, mais l'Administration m'a répondu. Elle m'a dit que je n'avais pas le droit de siffler, pas le droit de faire du bruit dans le but de remettre en cause l'ordre qui règne... »

En octobre, trois détenus ont tenté de se suicider. Un quatrième a réussi. C'était un Espagnol condamné pour vol sur un chantier qui venait d'apprendre qu'il serait expulsé de France à sa sortie de prison...

Bravo Pleven, la méthode pour être plus discrète que la guillotine semble au moins aussi efficace.

public la perçoit. Mais connaît-il l'envers du décor ?

Sait-il que l'on y embauche avec le niveau du Bac et un salaire de 800 F (soit presque le S.M.I.C.), alors que les bénéficiaires progressent régulièrement de 20 à 30 % ?

Sait-il que la progression des salaires y est la plus faible de tous les secteurs professionnels, alors que la classification du personnel date de 1947 et que l'écart entre la paye de l'embauche et celle du chef de service est de 1 à 30 ?

Sait-il que depuis 1971, les employés de banque ont subi près de 1000 agressions qui ont coûté la bagatelle de 2 milliards environ (somme payée par la clientèle,

puisque les banques ne sont même pas assurées contre ces risques !).

Le plus grave, bien sûr, étant les nombreux morts, invalides et familles touchées, le syndicat patronal se refusant toujours — par économie — à mettre en place des protections efficaces...

Sait-il que toutes les opérations publicitaires ne cessent d'augmenter le travail du personnel (opérations telles que les billets de voyage, les assurances, la création de services de tourisme, etc.). Sait-il que dans les agences, les banquiers voudraient ouvrir de plus en plus 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 (ouvertures comme au métro « Défense » par exemple). Bien

souvent, ces ouvertures se feraient à perte, car elles sont guidées bien plus par des impératifs de concurrence que pour un service sérieux de la clientèle.

Par ce même souci publicitaire, n'est-il pas courant de voir trois ou quatre banques ouvertes au même carrefour et rien dans le reste de la ville ?

Le guichet fermé, une nouvelle journée commence pour le personnel. Derrière le marbre insolent des guichets, il y a des employés, des hommes auxquels vous avez droit de demander un bon service, mais qui ont aussi le droit de vivre comme tout le monde, car la qualité du service rendu est aussi liée à de bonnes conditions de travail. ■

... bonnes à dire

● L'affaire Wander

C'EST dans un contexte de calme quasi complet des lycées qu'a éclaté l'affaire Wander (ci-contre, le film des événements). D'autant plus intéressante qu'elle est loin d'être un cas isolé.

La première conclusion qu'on peut tirer de cette affaire confirme ce qu'ont toujours dit le PSU et les autres organisations révolutionnaires : la participation, dans les conseils de discipline ou ailleurs, n'est qu'un gadget lancé en pâture aux lycéens pour qu'ils s'amuse. Mais quand elle devient gênante, on passe outre : la commission académique de discipline est là pour ça. Et sa composition est très révélatrice : présidée par le recteur, elle comprend deux proviseurs, deux professeurs, deux parents d'élèves — tous nommés par le ministre. Si l'on ajoute que l'un des proviseurs est M. Deheuvels, rendu célèbre par les « charettes » du lycée Louis-le-Grand (décembre 1969 : 22 élèves jugés, 7 exclus ; mars 1971 : 7 jugés, 6 exclus...), on comprend aisément le rôle d'une telle commission. Ce qui faisait écrire à la fédération Armand des parents d'élèves que si Wander devait être condamné, « les parents d'élèves, et avec eux l'opinion publique, se poseraient des questions quant à l'utilité de siéger dans ce décor vide, permettant à certains membres de la haute administration de perpétrer n'importe quel mauvais coup ». Si même la Fédération Armand s'y met...

Deuxième conclusion : la mobilisation a été assez faible, ne regroupant, sauf dans quelques lycées, que les militants et sympathisants des groupes d'extrême-gauche. La lutte anti-répression n'apparaît plus mobilisatrice dans la mesure où les lycéens semblent n'avoir pas compris la continuité existant entre les mouvements de masse contre la répression et le travail politique au jour le jour des groupes révolutionnaires — ressenti comme une récupération du mouvement. D'où la nécessité d'une action politique plus continue et plus cohérente des organisations d'extrême-gauche. Par ailleurs, la solidarité professeurs-parents d'élèves-lycéens n'a pas joué comme à Montaigne l'an dernier (1),

si ce n'est au niveau de quelques communiqués.

Une autre explication de la démobilisation rapide des lycéens réside dans le comportement de l'AJS, cherchant à utiliser son « martyr » sans poser en termes de politique générale le problème de la répression dans les lycées (comme l'UNCAL pendant l'affaire Guiot). Et crier « Unité ! » ne l'a pas empêchée d'apparaître comme un élément de division face aux autres organisations (AMR, Ligue communiste, PSU, Révolution !) qui, elles, agissaient effectivement ensemble.

C'est dans un tel contexte que le pouvoir a pu maintenir Cathou, l'intendant membre du SAC, au lycée J.-Decour, tandis que la réintégration de Wander à Balzac, devenu un « home d'accueil » pour gauchistes, a pu passer pour une victoire aux yeux de lycéens peu politisés.

Le problème est donc posé de notre stratégie lycéenne : infléchir notre travail de façon plus continue et plus cohérente sans trop compter sur ces mobilisations ponctuelles, organiser de grandes campagnes sur l'école et les problèmes qui lui sont liés (rôle de l'école, la participation, le devenir social des lycéens), utiliser aussi les foyers socio-éducatifs pour des débats susceptibles d'intéresser la grande masse des lycéens — les grèves ouvrières, cette année, les élections, etc. —, voilà des propositions parmi d'autres que nous soumettons (attendant de leur part d'autres propositions et des réactions) à l'ensemble des militants lycéens.

Secteur Lycéen PSU ■

Le film des événements

9.11. — Jean-Louis Wander, élève de terminale du lycée Jacques-Decour, est menacé par l'intendant du lycée, Cathou, membre du SAC, parce qu'il colle une affiche de l'AJS. A la suite d'une bousculade, Wander sera traduit devant le Conseil de discipline.

10.11. — Assemblée générale à J.-Decour. Délégation chez le proviseur.

21.11. — Le Conseil se tient dans le lycée en grève, suivi par quelques autres établissements. 800 personnes participent à une manif devant le lycée - récupérée par l'AJS. Wander reçoit un avertissement.

24.11. — Le recteur, jugeant la sanction trop légère, fait appel. La mobilisation s'étend à une quarantaine de lycées malgré la volonté de l'AJS de prendre seule en charge l'affaire.

1.12. — Le Conseil académique statue en appel. Une manifestation avortée a lieu à la Sorbonne : l'AJS veut attendre les résultats, les autres organisations appellent à une manif de l'Opéra à J.-Decour (1500 personnes environ).

4.12. — J.-L. Wander est exclu de Decour, réintégré à Balzac. La coordination lycéenne appelle à une petite manifestation.

5.12. — Fin du mouvement de grève. Rassemblement de l'AJS devant J.-Decour.

(1) Cf. brochure « B-A-BA : pour le mouvement lycéen », en vente à la librairie de « TS », 2 F.



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.

Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. »

Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2 500 000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17^e, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P.

Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception.

Veillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)
M.
Adresse
Mode de paiement

● BERLIET : le patronat et l'État au pied du mur



Berliet, douze semaines de grève. Le patronat, malgré ses ruses, impuissant à briser l'unité et la solidarité des travailleurs qui, d'un autre côté, prennent conscience que c'est cette unité qui est leur force. Les hommes du pouvoir, sentant venir les élections, cherchent à jouer les « bons offices » pour mettre un terme à une lutte dont les enjeux se clarifient avec le temps. Mais sans parvenir à se dépêtrer de la solidarité de classe qui les lie au patronat.

Le marché Faure-Berliet

Au départ, Berliet voulait utiliser le conflit pour implanter la CFT dans l'entreprise : bien mal lui en a pris, car ce sont au contraire l'unité et la solidarité ouvrières qui progressent.

Viennent ensuite les menaces et le chantage : dénonciation des accords d'entreprise, remise en cause des droits syndicaux, procès devant le tribunal des prud'hommes et en correctionnelle, menace de réduction

des emplois dans la région... Berliet n'a pas réussi à faire peur aux travailleurs : la riposte interprofessionnelle s'étend à tout le département du Rhône.

Les procès impliquent l'Etat dans le conflit. Par l'intermédiaire de l'appareil judiciaire, il allait devoir choisir entre les accusations futiles et ridicules du patronat et la lutte des travailleurs. Aussi, Edgar Faure reçoit-il successivement les syndicats et Paul Berliet. Berliet retire ses plaintes. Moyennant quoi ? Une autorisation déguisée d'augmentation des prix ?

Du côté des travailleurs

L'unité est le pilier de la lutte. Au fur et à mesure de la grève, la discussion entre les travailleurs a permis de clarifier les positions. Entre les ouvriers et les mensuels d'une part : il a été convenu que les revendications étaient celles des ouvriers et que c'est à eux qu'il fallait donner satisfaction. Et

puis, la revendication sur les conditions de travail, les 200 F pour tous sont plus aisément compris de ceux qui subissent ensemble l'exploitation capitaliste et la hiérarchie.

Les organisations syndicales mènent la lutte dans l'unité : CGT et CFDT font front commun sur des positions de classe et parfois s'allient avec FO et la CGC, moins durablement toutefois, avec des concessions parfois difficiles.

Le meeting du 8 décembre fait à l'intérieur de l'entreprise Vénissieux a rassemblé plus de cinq mille ouvriers : la joie de se retrouver ensemble dans l'usine, défiant le patronat et l'Etat, sachant que sans eux l'usine ne tournerait pas, était l'expression vivante de ce combat de classe.

La grève de chez Berliet met le patronat et son Etat au pied du mur. A chaque étape de la lutte, ce sont eux les adversaires : ce sont donc eux qu'il faut renverser — et les travailleurs le sentent bien — pour que les travailleurs prennent le pouvoir.

Groupes PSU Berliet ■

Par-delà le Bien et le Mal

Il y a le Bien et il y a le Mal. Le Bien est blanc et le Mal noir. On fait le Bien et on hait le Mal. C'est pourtant simple, non ? Et nos parents, qui ont de l'expérience, qui ont vécu, eux, sont là pour nous apprendre à distinguer le Bien du Mal, pour nous montrer le droit chemin dans la Vie, pour nous apprendre à nous tenir. Ils savent ce qui nous convient, bien mieux que nous ; il faut leur faire confiance, c'est pour notre bien. Et sûrement, nous les en remercierons plus tard, quand nous comprendrons. Vous avez déjà entendu ce discours, n'est-ce pas ?

Janice aussi le connaissait. Par cœur. Elle l'avait assimilé : c'était une petite fille bien élevée. Sans problèmes. Ses parents s'étaient démenés toute leur vie pour l'élever dignement — comme on dit —, et elle avait l'air heureuse. Avait l'air : toute la différence est là.

Parce qu'un jour, Janice a cessé de faire la différence entre

le Bien et le Mal. Ou plutôt, elle a commencé à se demander pourquoi ça, c'était le Bien, et ça, le Mal. Et c'est très mauvais de poser de telles questions. Parce qu'il n'y a plus de limites, on remet tout en cause, et bien sûr c'est de la faute des parents. Qui ont pourtant fait tout ce qu'ils ont pu pour mettre leur fille dans le droit chemin. Et qui sont dépassés par les événements.

Janice était une petite fille anglaise, d'un milieu très modeste (son père était magasinier), mais très honorable, monsieur, très honorable, qui habite l'une de ces maisons qui se ressemblent toutes, alignées qu'elles sont dans leur rue, et où l'on élève des enfants qui se ressembleront tous, à l'école ou à l'usine. Bien élevés, ça madame. Tous pareils. C'est bien mieux comme ça.

Jusqu'au jour où Janice s'est rendu compte que celle qu'on dressait ainsi n'avait rien à voir avec la véritable elle-même. La

Un montage du Cid

C'était une entreprise à réussir ou à ne pas tenter.

Ce Cid de Corneille que nous avons trouvé sur les bancs de l'école, tout constitué avec ses cinq actes et son vers alexandrin, était-il possible de le faire bouger ?

Depuis Brecht, notre temps réclame le droit à l'irrespect envers les classiques, non pour le vain plaisir de briser des formes anciennes, mais parce que les auteurs classiques, qu'ils en aient eu conscience ou non, décrivait les rapports des hommes de leur époque avec la société d'alors et qu'il était possible, en les violentant quelque peu, de mettre en question cette société et, à partir d'elle, la nôtre.

Cependant, le théâtre classique français, figé dans une forme, reste un bloc sur lequel l'iconoclastie des metteurs en scène d'aujourd'hui a peu de prise.

Pour Denis Llorca, il devait suffir d'écarteler Le Cid en glissant dans l'appareil de la tragédie des fragments du Romancero (lus en espagnol) et en montrant sur scène les actions violentes, duels et combats, que la tragédie classique, prise dans le carcan des trois unités, se contente de raconter, pour qu'un nouveau sens apparaisse — et ce serait la révolte des jeunes gens contre un système de convention et de préjugés les empêchant d'être eux-mêmes : Rodrigue et Chimène, de héros « cornéliens », deviendraient n'importe quels jeunes gens affirmant la libération possible par l'amour. Leur temps renverrait au nôtre.

Il se trouve que la vieille pièce résiste.

Etant elle-même un ensemble de narrations, elle ne permet pas la narration par le geste que tente d'y introduire Llorca. A quoi bon nous montrer le combat de Rodrigue et des Maures, si nous devons ensuite subir son récit en vers ?

La principale erreur de Llorca est d'avoir cru qu'on pouvait faire du Shakespeare avec Corneille. Shakespeare raconte peu : sa scène, qui peut être n'importe quel lieu imaginaire, l'en dispense. Il montre. Il est de plus constamment elliptique, sacrifiant la continuité psychologique des personnages en psychologique des personnages au mouvement général de l'œuvre, ce qui permet aux metteurs en scène inventifs (je pense à Planchon montant Henri IV) d'inscrire leur propos dans ses marges.

Aller plus loin

Ici, la seule invention qu'on puisse compter à Denis Llorca est une démultiplication intéressante de l'espace à partir du système de cubes mobiles qui composent le plateau du Théâtre de la Ville.

Sans changement de décor, sans qu'il y ait besoin d'accessoires, des lieux multiples sont proposés à l'imagination : lieux ouverts de la bataille et champ clos du combat singulier, chambre où le comte médite avant son dernier duel, appartement de Chimène assise dans la tache rouge de son immense manteau.

Mais, ainsi proposée, la pièce ouvre seulement l'imagination à ce qu'aurait pu être un Cid décloisonné par une main plus hardie. Il fallait, ou choisir d'aller plus loin, admettre de trancher dans le texte quitte à y introduire des éléments nouveaux par le système du collage, substituer une forme de narration à une autre et prendre un parti ferme tant en ce qui concerne l'emploi de la décision que le traitement du vers ; ou bien, il fallait s'abstenir.

Dominique Nores ■

(Théâtre de la Ville, 20 h 30, en alternance.)

notes de lecture

Les hommes de la liberté

Claude Manceron est un homme heureux : il vient d'écrire le premier volume d'un roman passionnant, le plus vivant qui soit, avec une série d'intrigues plus rebondissantes qu'un roman policier et des personnages tels qu'aucun romancier n'aurait osé les concevoir. Aussi ne s'agit-il pas d'un roman, mais de l'Histoire, et plus précisément de la Biographie des Hommes de la Liberté c'est-à-dire de ces hommes qui ont vécu l'Aventure insensée et merveilleuse de la Révolution française.

Utilisant avec une maîtrise totale la technique du cinéma, Claude Manceron promène un lecteur haletant à travers 50 séquences qui, dans le premier volume (il y en aura 4 autres) nous font littéralement vivre la mort de Louis XV et celle de Voltaire, les essais ratés du réformateur de l'époque, Turgot, les amours de Mirabeau, ou la naissance de l'Amérique. A toutes ces séquences, Claude Manceron donne une telle vie, une telle présence que l'on est presque tenté de « chercher la clef » et de découvrir qui se cache derrière Turgot, Chaban-Delmas ou J.J.-S.-S., et si Mitterrand ne se dissimule pas derrière le masque de Danton.

Un oubli ?

Tout ce que raconte Claude Manceron nous paraît connu et bien connu (et pourtant l'on y apprend mille choses nouvelles), mais, et c'est ce qui fait la valeur de l'ouvrage, ce qui n'était que connaissance devient réalité vivante grâce au souffle qui traverse ces pages.

Un regret pourtant, de toutes ces biographies qui s'entremêlent pour recréer la vie de ce XVIII^e siècle finissant, la plus importante peut-être me paraît absente : celle de Jacques Bonhomme, le paysan qui ne deviendra pas maréchal d'Empire, le petit artisan qui ne sera jamais orateur de club, le petit marchand qui n'est pas juré au Tribunal révolutionnaire, en un mot le Peuple, le Peuple anonyme qui est pourtant le personnage essentiel de cette époque.

Mais peut-être cet oubli est-il volontaire et le Peuple fera-t-il une entrée fracassante avec le prochain volume ?

En attendant, lisez ce livre, il vous rendra le goût de l'histoire. Jetez au feu les manuels de vos enfants et offrez-leur le livre de Claude Manceron pour Noël : il leur fera aimer l'Histoire et, mieux encore, il leur fera aimer les Hommes de la Liberté.

Luc BIHL ■

Claude Manceron : Les Hommes de la Liberté. - Tome I : - Les vingt ans du roi - Editions R. Laffont.

vraie Janice se refusait instinctivement à passer au moule social de la vie de famille. Et ça la déchirait, ça lui faisait mal — c'est vrai que ça fait mal. Mais pourtant, elle demeurait facilement soumise. Et déchirée.

Et puis un jour, elle s'est retrouvée enceinte. Et sa mère l'a menée à l'hôpital. Pourtant, il ne fallait pas prononcer le mot « avortement » devant elle, c'était répugnant et « athée », les gens qui font ça devraient être éliminés eux aussi. Mais elle a tué le bébé de Janice.

Elle a tué un peu de la vraie Janice. Celle qui s'est alors révoltée, qui s'est mise à peindre en bleu les arbres et les nains en porcelaine du jardin de son père, parce que si on ne peut pas changer le monde, on peut du moins lui imprimer sa marque.

Voilà bien la preuve que Janice était folle. Les médecins appellent ça de la schizophrénie. De toute façon, c'est trop compliqué à comprendre pour vous, mais on vous soignera. Pour vous permettre de vous conduire à nouveau dans le monde comme quelqu'un de normal.

Family Life n'est pas un film de cul et l'on n'y montre pas de scènes de combats brutaux. Pourtant, la censure a failli en interdire complètement la diffu-



IANICE ENTRE SES PARENTS Comme entre deux gendarmes

sion. Parce que c'est un film hautement politique. Très subversif, avec son air de n'y pas toucher.

La famille est un des éléments du moule idéologique de la société bourgeoise : la famille est destinée à fabriquer des êtres normalisés, pliés, soumis aux règles qu'on leur a inculquées. La vie de famille, c'est l'apprentissage de la normalité.

Et les anormaux, on les enferme. Les asiles sont faits pour ça. Les psychiatres sont là pour les réformer ou les renfermer : et ceux qui voudraient simplement se contenter de leur

apprendre à équilibrer leurs contradictions sont de mauvais psychiatres. A la trappe.

Venant après l'Anti-Cédipe, de Deleuze et Guattari, ce film ne se contente pas d'être un éloge de la folie ou une apologie de la schizophrénie. Il est une dénonciation impitoyable du rôle castrateur de la famille et de la psychiatrie.

Mais plus encore, c'est un cri pour le droit à la différence. Être différent, c'est déjà être critique. C'est déjà être différemment responsable. Au nom de l'égalitarisme, les socialistes ont véhiculé trop de modèles aussi étroitement norma-

lisés que ceux de l'idéologie bourgeoise pour que nous puissions refuser d'entendre ce cri. Il y a des millions de parents comme ceux de Janice. Il y a des millions de jeunes qui se préparent à jouer le même rôle à l'égard de leurs propres enfants.

Nulle société, nulle culture, nul pouvoir ne pourra se prétendre radicalement différent de la société, de la culture, du pouvoir actuels s'il ne reconnaît pas le droit à la différence, s'il ne reconnaît pas « à chacun la signification particulière de son destin ».

T. M. ■

TV : espérons que ça tournera longtemps

Une nouvelle émission de télévision diffusée sur la 1^{re} chaîne... à 22 heures (pour les couche-tard), réalisée par Monique Tosello et Jean Lallier.

« Des roués par milliards », sujet choisi pour cette première émission de la série, apparemment cela ne prêtait pas à grande discussion, un sujet facile, pensait-on en haut lieu !

Mais oh ! surprise, le téléspectateur est étonné, ravi, de pouvoir enfin respirer.

« Sous le périphérique, la plage... Il faut inclure le temps de transport dans le temps de travail... Au Congrès de Vienne, on se partageait les zones d'influences capitalistes... Le paysan évincé de la terre devient un prolétaire révolté...

L'exploitation anarchique de la campagne... Pour conserver le cheval aristocratique et terrien, ou a inventé des machines délirantes et la machine à vapeur garde la noble forme du carrosse ! Les femmes seront (au début de l'automobile) le meilleur soutien publicitaire de la voiture... » Un paysan : « On va être les esclaves de la machine »...

Qu'une chose à faire

De roués, toujours des roués, encore des roués... et vive la manif' à vélo ! A bas la pollution, les autos ça pue, ça remue et ça rend nerveux... »

La voiture c'est la vache à lait de la France... Une dame respectable : « La vie, c'est plus possible... Une jeune femme (qualifiée de « spectatrice de service » dans un débat improvisé et animé par deux vieux bonzes de la pensée bourgeoise, « UDR de service ») a dit : « Il n'y a qu'une chose à faire, c'est la Révolution »...

On envoie les pauvres en dehors de Paris pour qu'il devienne la résidence des riches...

Le mot de la fin : « La technique au service de l'homme, bien sûr, mais elle est vouée aux volontés des puissances et au profit... Des paroles comme ça, non mais quand même, bigre, que ça fait plaisir !

Tant d'idées exprimées, à propos... de roues. On croit rêver. Merci aux auteurs qui nous prouvent que l'on peut tourner de bonnes émissions.

Et puis, dans le générique de fin, on remercie les employés de la SNCF, les habitants du quartier de la Place Ste-Catherine... Ça existe encore ces mots-là à la Télé... La franchise, c'est aujourd'hui du courage intellectuel drôlement gonflé à la télé d'Arthur.

Miracle des mots vrais, miracle de l'image, belle et intelligente. On souhaite beaucoup de courage aux auteurs pour continuer de tourner ainsi... à moins qu'on ne leur mette un bâton dans les rouages de leurs caméras !

Françoise Claire ■

Où boivent les vaches

CREES il y a une dizaine d'années, les deux premières pièces de Dubillard, Naïves Hirondelles et la Maison d'Os révélèrent, sous des airs d'élégante insouciance, un sophiste prodigieux qui démasquait nos petites tricheries, nos petits mensonges et mettait à nu notre condition mortelle et tout un monde de tyrannies.

La dernière pièce de Dubillard (« Où boivent les vaches ? »)

suscite une certaine déception. La rhétorique devient plus hasardeuse, plus gratuite. Bien sûr, l'humour est toujours présent et, à la faveur d'un silence, d'un calembour, d'un coq-à-l'âne, la pièce ouvre des perspectives sur la mort et la métaphysique (je pense à la mort de la mère, interprétée par Madeleine Renaud) sur le néant de la culture officielle, sur la difficulté de communiquer, sur la solitude : quelques mots suffisent à faire s'écrouler la fausse solidité des apparences sociales.

Mais ici, pour la première fois, pour traduire l'incohérence et la confusion du dedans (les fantasmes du poète Félix Enne), interprété par l'auteur, devant la fragile stabilité du dehors, le langage théâtral semble se figer en un vertigineux narcissisme d'où le spectateur semble irrémédiablement exclu.

Mais à l'intérieur de cette plainte complaisante éclatent des moments poétiques d'une rare densité qui rappellent le vigoureux rhéteur des premières pièces.

François BARBET ■

Les voleurs d'idées

Sur le plateau du Lucernaire, huit filles et garçons, l'équipe de « L'Os Teatr' en Poudre » proposent un pastiche du théâtre contemporain.

C'est laborieux d'abord, puis assez drôle. Rapides, au hasard des

improvisations naissent des jeux en commun comme les pratique le Living Théâtre, une belle image scénique semblable à celles du Bread and Puppet, un coup de chapeau aux Trois Mousquetaires de Planchon et à Comédie Policière d'Arias, un coup de gifle rieur à la vogue des spectacles en langue étrangère, au théâtre sur deux plans, distinguant jeu et commentaire du jeu, au western politique...

On sent que pour ces jeunes gens, si leur propos est sérieux, il ne s'agit rien moins que de s'appesantir : c'est d'une méditation sur la survie de l'acteur qu'il s'agit, le théâtre actuel, qu'ils aiment à n'en pas douter mais auquel, avec tout leur talent, ils n'ont pas de part. Si leur technique est au point, ils attendent du plateau lui-même, du contact avec un public trop peu nombreux et de l'inspiration du moment, l'élan qui doit porter le spectacle.

D. N. ■

• Théâtre du Lucernaire, 20 h 30.

REGARDS POLITIQUES

■ BEAU MASQUE, Français, de Bernard Paul — dans « T.S. » n° 556.

■ FRITZ THE CAT, dessin animé de Bashki — dans « T.S. » n° 556.

■ LE PARRAIN, Amér., avec Marlon Brando — La caméra centrée sur la mafia, mais le reste ? (Dans « T.S. » n° 553).

■ LES CLOCHES DE SILE-SIE, Allem., de Peter Fleischman — L'ordre omniprésent en Allemagne (Dans « T.S. », n° 553).

■ L'ATTENTAT, Fr., d'Yves Boisset. Faire remonter des oubliettes une affaire trop vite oubliée : le film policier au service de la réflexion politique sur l'affaire Ben Barka ? A débattre... (Cf. « T.S. » n° 550).

■ LA VRAIE NATURE DE BERNADETTE, Canadien, de Gilles Carle. S'agit-il de pousser à la révolte, ou comment mettre fin à la grande misère du Québec. (Cf. « T.S. » n° 550).

■ LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE, Fr., de Luis Bunuel. Où l'on comprend pourquoi une société « policière » est aussi un monde policier. (Cf. « T.S. » n° 548).

■ AUX URNES CITOYENS, Fr., d'Edouard Bobrowski, avec Guy Mollet et Francis Jacquemont. Magouillage et grenouillage sont-elles les deux seules mamelles de la politique en France ? (Cf. « T.S. » n° 546).

■ LES MALES, Qué., de Gilles Carle. « La Vallée » au Québec : le retour à la nature, oui, mais comment rester 553 jours sans « affection » féminine ?

■ W. R., LES MYSTERES DE L'ORGANISME, Youg., de Dusan Makavejev. Qu'est-ce qu'une révolution qui ignorerait l'amour ? (Cf. « T.S. » n° 547).

■ ORANGE MECANIQUE, Angl. Une dénonciation de la jeunesse assoiffée de violence, selon la presse. En fait, deux tiers du film dénoncent les méthodes de rééducation pénitentiaire...

■ FELLINI-ROMA, Ital., de Fellini. La Rome du fascisme, la Rome d'aujourd'hui : est-ce une décadence ?

■ PSAUME ROUGE, hongr., de Miklos Jancso. — Hymne au refus et à l'insoumission dans la Pongrie de la fin du XIX^e siècle... (Cf. TS n° 557.)

cinéma 72

DECEMBRE

VISAGES DU CINEMA ALGERIEN

• LE CINEMA COLONIAL

• JEAN-PIERRE LEFEBVRE QUEBEC MY LOVE

• MIKLOS JANCOS - KEN LOACH - PAUL MORRISSEY ROBERT MULLIGAN

• LES GRANDS OPERATEURS

4 F - 6, rue Ordener, Paris (18^e)

réponse



à delphine seyrig

« TS » a ouvert, dans ses deux numéros précédents, le débat sur l'avortement et la contraception. Après les interviews de Delphine Seyrig, du MLF et de Jean Gondonneau, du Planning familial, nous publions ici — première intervention dans ce débat qui en provoquera d'autres — une « tribune libre » de Michèle Legendre en réponse à Delphine Seyrig.

Mme Delphine Seyrig a sans doute trouvé qu'on n'avait pas assez parlé de sa prestation télévisée à propos de l'avortement. Elle espérait sans doute que les journalistes seraient plus indignés qu'ils ne l'ont paru. C'est dommage car, du même coup, on a fort peu parlé des deux représentantes de la presse écrite qui, dans cette même émission d'« Actuel 2 », ont fermement mais sereinement revendiqué le droit à l'avortement.

Puisque « TS » a souhaité revenir tardivement sur cette affaire, revenons-y. Mme Seyrig a quand même eu le temps de dire au moins une chose bien intéressante : Elle a en effet revendiqué le droit, pour toutes les femmes, de s'avorter elles-mêmes, à leur domicile, au moyen d'une canule en matière plastique facile à se procurer (est-ce la revendication du MLF ?). Pour mieux convaincre sans doute du bien-fondé de sa revendication, elle a ajouté qu'elle avait assisté à de tels avortements et que c'était parfait. On aurait aimé qu'utilisant son prestige de vedette elle continue sa prescription médicale ; qu'elle prévienne les téléspectatrices intéressées qu'il s'agissait de la version moderne et imputrescible de l'aiguille à tricoter et de la queue de persil ; qu'elle leur précise que l'introduction, par des mains inexpertes, de corps étrangers dans l'utérus peut provoquer hémorragies, septicémies, lésions du col, perforations utérines et stérilités définitives.

On pourrait en rire si Mme Seyrig n'avait donné là un sérieux coup de main à l'obscurantisme qui fait mourir chaque année plusieurs milliers de Françaises des suites d'avortements pratiqués « par elles-mêmes, à leur domicile », si elle n'avait pas rejoint en une seule envolée le cynisme du ministre Foyer qui trouve normal que les femmes se charcutent ou se fassent charcuter au risque de leur vie, au risque d'être définitivement stériles. Il faut dire que ce dernier point pré-

occupe peu l'ardente propagandiste puisqu'elle nous a expliqué que la maternité était le pire des traumatismes ; qu'élever des enfants était épouvantable parce qu'ils étaient destinés à nous quitter un jour. On abandonne là le problème de l'avortement de millions de femmes pour toucher celui d'un désespoir individuel face à la complexité des rapports humains. Effectivement, si l'on recherche possession et pérennité, la maternité est un enfer parce qu'il faut que les enfants s'en aillent. Pourtant, il est étrange de faire de la liberté un absolu et de refuser que les rapports affectifs n'en soient pas empreints au point d'être toujours fragiles. En tout cas, on comprend mieux pourquoi Mme Seyrig souhaite, dans « TS », que les femmes s'aperçoivent « rapidement que l'homme est accessoire » dans leur sexualité. Cela sonne drôlement et pourrait donner raison à des gens, mal intentionnés, bien sûr, qui pensent que les femmes cherchent à se libérer, surtout pour appliquer aux hommes le traitement qu'elles se plaignent de subir.

Devenir responsables

Ceci dit, et pour en rester un instant à l'article de « TS », on peut se demander si l'univers de Mme Seyrig n'est pas particulièrement tragique : un monde où les femmes sont obligées de faire l'amour, même si elles n'en ont pas envie. Étranges révolutionnaires du plumard ! Vraiment, les femmes et les hommes qu'elle connaît sont-ils incapables de faire l'éducation sexuelle des jeunes ? Vraiment, les hommes et les femmes qu'elle connaît manquent-ils tous à ce point d'amour qu'ils ne puissent parler du plaisir à leurs enfants et à ceux des autres ? Il m'avait semblé, pourtant, qu'un certain docteur Carpentier faisait cela très bien. Lui ne pense pas que l'éducation sexuelle soit impossible, il l'a courageusement montré.

Je voudrais en revenir au problème particulier de l'avortement parce que sa complexité est masquée par la confusion du débat.

L'un des malheurs de notre société compliquée c'est que tout le monde voudrait que les choses soient simples ! comme si la condition pour obtenir la liberté de l'avortement était de prouver qu'il s'agit d'une formalité sans importance. Il est encore permis de se marier et d'avoir des enfants, pourtant c'est très compliqué.

Nous souhaitons l'instauration d'une société autogérée, et pourtant une telle société risque d'être beaucoup plus compliquée que le capitalisme actuel. On dit, par exemple, que l'avortement ne pose pas de problèmes métaphysiques parce qu'on rêve de certitudes scientifiques que, malheureusement, la science ne donne pas. On dit que l'avortement légal est sans conséquences alors que personne n'en sait rien, parce que dans aucun pays on a étudié un nombre suffisant de cas à moyen et à long terme. Mais les hommes passent leur temps à trancher dans l'incertain, à faire des choses dont ils ignorent les conséquences. Heureusement, sinon ils n'agiraient jamais. Il n'est pas nécessaire de mentir pour convaincre que l'avortement clandestin est un fléau avec lequel il faut rompre. Mais on ment. Est-ce pour mieux préparer des hommes à être des adultes responsables dans la société socialiste ?

On dit aussi, et c'est un argument très fort en faveur de l'avortement, que le fœtus n'a pas d'existence indépendante, qu'il est un morceau de la femme elle-même et qu'elle a donc le droit de s'en amputer. L'argument est bon, mais si l'amputation peut être nécessaire, elle n'est pas forcément sans conséquences. Est-il réactionnaire de se demander comment une jeune fille ressent l'obligation que lui font ses parents (mais oui !) et, plus largement, la société, de se retirer « un morceau d'elle-même » ?

Saut en arrière ?

Tout d'un coup, une partie de l'intelligentsia française fait une sorte de saut en arrière, cesse miraculeusement de se référer à un siècle de sciences humaines, jette un voile pudique sur ce qu'elle sait d'elle-même et de sa complexité, du bien d'utiliser cette con-

naissance pour résoudre les problèmes qu'elle se pose. Ainsi, lorsqu'on dit que la reproduction n'est qu'un « élément accessoire de la sexualité », comme l'a dit Mme Seyrig à la télévision, on devrait se demander « simplement » pourquoi une femme de quarante ans qui rejette la maternité ne se fait pas stériliser plutôt que de recourir à l'avortement à répétition. N'est-ce pas pour prouver, à soi-même et aux autres, que l'on est encore « une vraie femme » ? Si c'était le cas, ce serait une bien étrange libération. Autre chose étonnante : alors que les femmes ont le plus urgent besoin des médecins pour avorter dans de bonnes conditions, elles semblent parfois tout faire pour les détourner de leur combat. Faire du Pr Netter un flic simplement parce qu'il pense qu'il n'est pas simple d'avorter après douze semaines de grossesse et parce qu'il demande à ses patientes pourquoi elles souhaitent avorter est simplement risible. De plus, c'est une erreur stratégique parce qu'on ne voit pas qui pratiquera les avortements si ce n'est pas les médecins gynécologues favorables à un changement de législation.

Le médecin inquisiteur ?

Il devient même franchement drôle qu'une femme qui parle de ses avortements à la télévision considère comme une atteinte à sa liberté d'avoir à faire la même chose devant le médecin auquel elle demande une intervention. Si le médecin est ressenti comme inquisiteur, n'est-ce pas qu'il y a un tout petit reste de culpabilisation ? On peut au moins se le demander. Enfin, on ne peut demander aux médecins d'être plus humains, d'être attentifs aux phénomènes psychosomatiques, et même simplement psychologiques et, dans le même temps, les mettre en demeure de pratiquer un acte médical sans savoir dans quel contexte psychologique ils interviennent. Faut-il exiger d'un médecin qu'il fasse avorter une fille de quinze ans sans se préoccuper de savoir dans quelle détresse psychologique et affective elle peut se trouver ? Il existe des médecins de ce style, Mme Seyrig en trouvera sans doute ; on est en droit d'en souhaiter d'autres pour la société socialiste.

Michèle LEGENDRE ■



GISELE HALIMI, MICHEL ROCARD ENTRE MARIE-CLAIRE ET SA MÈRE Un problème complexe masqué par un débat contus